LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1703

du 11 au 17 avril 2013

« Combien faut-il d'électeurs pour changer une ampoule ?
Aucun. Les électeurs ne peuvent rien changer. »

David Graeber

La grande évasion

M 02137 - 1703 - F: 2,50 €

LE CYBER QUI PUE PAGE 15

Sommaire

Actualité

Les anars face à l'ANI, par Fabrice, *page 3*
La valse des rabots, par Justhom, *page 5*
Vous avez dit « indigne ! », par R. Duffour., *page 5*
La météo syndicale de J.-P. Germain, *page 6*
Clin d'œil coréen, par N. Potkine, *page 7*
La chronique frénétique de Rodkol, *page 8*

International

Le mur des Brics, par J. Bedeau, *page 9*

Histoire

Ça bardait le 19 juillet 36, par R. Pino, *page 11*

Arguments

Saleté numérique, par le groupe de Martigues, *page 15*
Des ânes et des fauves, par E. Zaporija, *page 18*

Expressions

Saprés luddites, par A. Bernard, *page 19*
Sapré Léo, par P. Salcedo, *page 21*

Mouvement

Radio et vie du mouvement, *page 22*
L'agenda anar, *page 23*

Illustrations

Aurelio, Jhano, Kalem, Krokaga,
La Sala, Nemo, Riri

Bulletin d'abonnement

Tarifs — **France et étranger**

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^os^ hebdos, 1 n° hors série, les gratuits	○	25 €
6 mois, 18 nos hebdos, 2/3 nos hors série, les gratuits	○	50 €
1 an, 35 nos hebdos, 5/6 nos hors série, les gratuits	○	75 €

Abonnement de soutien

1 an ○ **95** €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Publications libertaires — c/o Maison des passages, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon

Nom ______________________ Prénom ______________________

Adresse ____

Code postal ______________________ Ville ______________________

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB – Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Ce qui est bien, quand on a un président normal – à défaut d'être socialiste –, c'est qu'on a les ministres qui vont avec : normaux. Ainsi Cahuzac, ci-devant ministre délégué au Budget.
Son boulot, c'était donc de ficeler le budget de l'État français. C'est sa faute, à *lui*, quand on supprime des postes utiles dans la fonction publique. C'est sa faute quand on garde les soldats et les bombardiers. C'est sa faute quand on rajoute des flics. C'est lui qui trouve les ronds pour les cadeaux aux patrons. C'est lui qui répète aux salariés qu'ils sont un poids pour le pauvre monde.
Quand vous attendez aux urgences à l'hôpital, criez : « Merci Cahuzac ! » Quand la TVA grimpe et que tout est plus cher : « Merci Cahuzac ! » Radié de Pôle emploi ? « Vive Cahuzac ! » Pour tout ce qui tient au budget de l'État, c'est lui le responsable pour tout 2013. C'est aussi sa faute, incidemment, quand on poursuit peu et mal la fraude fiscale.
Eh bien ce Cahuzac normal trouve normal de cacher tout ce qu'il peut de son argent (et il en a beaucoup) dans des paradis fiscaux pour ne pas payer ses impôts. Il fait comme tout le monde – tout le monde riche. Cela fait, il s'en va au travail, faire ce pour quoi on le paye. Normal.
Celui-là même qui imposait l'austérité soustrayait à l'effort ses propres possessions. Normal, quand les décideurs politiques du monde entier ont choisi de défendre avec les dents et d'imposer avec les armes les théories meurtrières du néolibéralisme triomphant, comme un salafiste brandit son Coran ou un marxiste son *Capital*.
Nous vivons dans un monde de riches salopards qui se moquent presque ouvertement des valeurs qu'ils prétendent inculquer aux pauvres : respect des lois, bien commun représenté par l'État, solidarité. Dès lors, la question se pose : pourquoi ceux d'en bas continueraient-ils à jouer le jeu, à se conduire en dupes ? Qu'avons-nous à gagner à subir sans cesse la morgue de ces parasites ? Pourquoi ne jetterions-nous pas toute cette fange au rebut ?

En avril
ne te démobilise pas d'un fil

Fabrice

Groupe La Sociale de la Fédération anarchiste

Nous avons déjà assez largement décortiqué dans ces colonnes l'accord nauséabond signé le 11 janvier dernier entre les différentes composantes du patronat et trois directions syndicales (CFDT, CFTC et CGC), dont il faudra bien un jour qu'elles rendent des comptes aux salariés. Notons au passage que, miraculeusement (ce qui n'a rien d'étonnant pour la CFTC), le gouvernement vient d'annoncer pour les deux dernières qu'elles sont représentatives pour les quatre années à venir. À quelques décimales près, elles auraient dépassé, en compilant toutes les élections professionnelles dans le privé, les seuils fatidiques mis en place par la loi liberticide de 2008 de 8 % pour les branches et 10 % pour les accords interprofessionnels (ANI).

Miraculeusement encore, le poids « relatif » cumulé de ces trois organisations (une fois qu'on a retiré du total l'UNSA et SUD, qui sont loin d'atteindre les seuils) dépasse légèrement les 50 %, ce qui a été l'occasion d'une large opération de propagande médiatique pour expliquer que l'accord du 11 janvier était majoritaire ! Pitoyable, mais instructif.

Il reste que, désormais, la balle est dans le camp du Parlement, sommé par le chef de l'État et le patronat de transposer en loi cet accord de la honte. Accord qui met à bas une partie du code du Travail et s'inscrit totalement dans la politique d'austérité et de baisse du coût du travail que les marchés imposent partout en Europe tant ils sont persuadés que le rapport de force penche en leur faveur, eux qui savent précisément ce que lutte de classes signifie. Nul doute (la CFDT le revendique déjà) qu'une version fonction publique (mobilité forcée, baisse des salaires, etc.) de cette loi sera concoctée dans la foulée.

Tout semble donc, une fois de plus, bien ficelé : un gouvernement soi-disant de gauche

qui va tout faire pour mettre en œuvre une loi dont Sarkozy avait rêvé ; trois syndicats pour faire le sale boulot mais qui en tireront de larges bénéfices ; des médias majoritairement aux ordres qui nous expliquent sans rire que plus les patrons peuvent licencier facilement, plus le chômage va baisser ; enfin des patrons qui pensent déjà aux prochaines régressions sociales qu'ils vont exiger au nom de la compétitivité (à propos des retraites par exemple).

Y a juste une petite fausse note, limitée pour l'instant, certes, mais réelle, qui inquiète déjà les observateurs avertis. C'est l'axe CGT-FO qui est en train de se dessiner et qui peut agréger Solidaires et FSU. Avec un axe CFDT-CGT depuis 2008 notamment (position commune sur la représentativité ou plutôt petits arrangements entre amis), le pouvoir était peinard : de défaites en régressions, de journées d'inaction en manifestations répétitives et sans perspective, rien ne nous aura été épargné. La défaite à l'automne 2010 sur les retraites, malgré les foules dans la rue, en aura été d'une certaine manière l'apothéose.

Mais les temps ont changé et la base cégétiste notamment avale moins facilement les couleuvres. La signature par la CFDT de l'accord du 11 janvier a cristallisé cette fronde et le nouveau patron de la CGT, Thierry Lepaon, s'en est aperçu lors du récent congrès confédéral où il a pris la main. Évoquant de possibles manifestations communes avec la CFDT le 1er mai, il a pu constater, même dans un congrès largement sous contrôle, que l'heure n'était plus au grand écart.

C'est cela la bonne nouvelle et le point d'appui pour le mouvement social. Les appareils, par définition, peuvent être recadrés par le pouvoir. Mais si d'aventure, à la base, dans les boîtes, les bureaux, les administrations, entre unions locales voire départementales, l'unité réelle se construit, tout change et le dispositif qui semblait bien ficelé explose. Il va sans dire que nous avons tout à y gagner. À l'heure ou ces lignes sont écrites, je ne sais pas ce qu'auront donné les manifestations du 9 avril, mais au-delà du nombre, qui n'est pas une garantie de victoire si le fond revendicatif est vérolé, voilà l'axe de résistance qu'il faut renforcer.

C'est donc bien à cette unité à la base, de classe au sens strict du terme, que les militants anarchistes et anarcho-syndicalistes doivent œuvrer. C'est ce que cherche à faire, modestement, mais réellement, la coordination des militants syndicalistes de la Fédération anarchiste.

À chacun, par ailleurs, de prendre ses responsabilités. L'urgence est moins de s'intéresser aux incantations et leçons de pseudo radicaux que de chercher à convaincre ces millions de salariés, aujourd'hui réformistes, mais demain possiblement révolutionnaires dans les faits, pour peu que nos idées et nos pratiques prennent corps et sens à leurs yeux. Si tel n'est pas notre objectif, parler de révolution est vain. Alors au taf, mes camarades. **F.**

Pétrochimie

Kem One en péril

C'est certes un redressement, mais judiciaire et pas productif. Lundi 25 mars, le pôle vinylique Kem One, dont la production sert notamment à la fabrication de PVC, a été placé en redressement judiciaire suite à cessation de paiement. Ignorant les mises en garde syndicales sur le danger de la démarche, Arkéma avait cédé cette branche en juillet 2012, pour un euro symbolique, à l'homme d'affaires nord-américain Gary Klesch, tout en épongeant 587 millions d'euros de pertes et en fournissant 98 millions de trésorerie. Une opération saluée en bourse comme il se doit. Klesch, qui n'a jamais gardé une entreprise plus de quatre ans, a utilisé les installations pour s'enrichir, fragiliser l'activité et piller la trésorerie sans investir quoi que ce soit.

1 800 salariés sont concernés en France. Si, selon la CGT, le paiement des salaires est garanti lors de la procédure de redressement judiciaire, le sort de l'entreprise reste très incertain. Gary Klesch ne veut conserver que l'aval de la production, entraînant un morcellement des activités dénoncé par les syndicats. Pendant une période de trois à dix-huit mois, deux administrateurs et un expert vont se pencher sur les comptes opaques de la société et tenter de trouver une solution viable pour les usines. Le maire communiste de Martigues appelle à une nationalisation temporaire. Fin novembre 2012, pour ArcellorMittal, Arnaud Montebourg s'était fait rembarrer avec une telle proposition. La CGT souhaite mettre Arkéma et Total devant leurs responsabilités et propose une filialisation de l'entreprise au sein du groupe Total.

Dans la région, Kem One dispose de deux installations à Lavéra et à Fos (615 personnes). Mais les travailleurs provençaux de la chimie craignent un effet domino en raison de l'interdépendance de l'ensemble des unités de production alimentées par le principal port européen de livraison pétrolière à Fos. Entre 17 000 et 35 000 travailleurs sont potentiellement menacés. La CGT et FO ne prévoient pas de mettre à l'arrêt les installations afin de montrer que les travailleurs veulent continuer à produire tant qu'ils en auront la possibilité. La grève est donc exclue pour l'instant. FO a effectué un blocage symbolique de l'usine, lundi 25 mars. Suite à une AG réunie le 26 mars, l'intersyndicale a demandé le départ de Gary Klesch.

Au moment de la cession par Arkéma, une polémique avait opposé l'émission *Là-bas si j'y suis*, le journal *Fakir* et le collectif Pièces et Main d'œuvre au sujet des nuisances qu'entraîne la production de Kem One[1]. Le cœur du débat opposait les pro-industrie défendant l'emploi à tout prix et les anti-industriels pour qui « nos vies valent plus que nos emplois ».

Groupe Orwell
de la Fédération anarchiste, Martigues

1. Un livre retrace cette controverse : *Métro, boulot, chimio. Débats autour du cancer industriel*, Le Monde à l'envers, 2012.

Le chant des rabots

Dans la boîte à outils du père François, les seuls outils qu'on trouve, ce sont les rabots. Ils se déclinent à la sauce hollandaise, une spécialité du menuisier, dont l'atelier se trouve à l'Élysée.

Tous sont utilisés à des moments bien précis en fonction de l'avancée des travaux de façonnage de l'ouvrage à « exécuter » ! C'est ainsi que les premiers outils utilisés sont la varlope et le riflard. Le riflard est utilisé avant la varlope, qui est un grand rabot qui se manie à deux mains. Les deux outils permettent un dégrossissage de la matière (le peuple) pour ensuite continuer le travail en toute sécurité et d'éviter les accrocs (manifestations, grèves).

Une fois ce travail exécuté plusieurs autres rabots sont utilisés, il s'agit : du guillaume, du bouvet, de la doucine, du gorget, qui servent à creuser des rainures, des petits canaux et des gorges. Le maniement de tous ces outils par l'expert élyséen permet de saigner la matière, « le peuple », pour que s'écoulent – en flot continu vers les comptes en banque et dans les escarcelles du patronat, des banquiers, des PDG, des actionnaires – les profits, les bénéfices et les dividendes…

Afin que le flot financier ne soit pas interrompu et d'en faciliter l'écoulement, le menuisier passe à la finition en maniant la guimbarde et le rabot, qui servent à aplanir les fonds creux et à diminuer les surfaces. Du fond de la menuiserie élyséenne les rabots font entendre un chant funèbre et lugubre car c'est le peuple que le premier menuisier de France martyrise. Mais qu'il prenne garde car le peuple, las de souffrir et de subir les humiliations, les saignées, la misère et la répression, pourrait bien se rebeller et occuper la rue. S'il ne manie pas le rabot, par contre, il sait se servir d'une pique. Il se pourrait bien que la tête du père François et celles de tous ses complices tortionnaires se retrouvent au bout de piques. Alors, ce ne sera plus le chant lugubre, funèbre et sinistre des rabots que l'on entendra mais le chant libérateur du peuple souverain.

Justhom

Indigne, vraiment ?

Mais de quoi essaie-t-on de nous convaincre ? Indigne, vraiment ? Ce qui me paraît symptomatique à la révélation de chaque scandale politique c'est le moutonnement, c'est la propagation d'une indignation qui n'en finit plus de s'indigner, qui oublie et regrette l'exercice précédent, qui installe peu à peu des formes de radicalisations identitaires qui sont des formes de critiques parcellaires qui fascisent la société au lieu de la porter au révolutionnaire.

Ce qui est symptomatique ce sont ces cris d'indignations stériles qui se succèdent, d'année en année, d'exercice en exercice, sans qu'aucune des questions qui méritent d'être posées n'émerge ni forcément dans les médias (et pour cause !), ni sur les réseaux sociaux.

Ça se contente de dire « Sarkozy pas gentil ! » puis « Hollande pas gentil ! » et s'installe durablement une fascisation progressive de la société dont le FN est seulement la partie immergée.

Par quel levier le scandale Cahuzac a-t-il été révélé ? Qui tire véritablement les ficelles ? En quoi la révélation d'un seul scandale cache-t-elle la corruption de l'ensemble, et quand je dis l'ensemble il n'est pas question d'impliquer seulement le personnel politique. En quoi l'illusion de la fantomatique liberté d'expression (notamment de la presse) est-elle maintenue ? Pourquoi entend-on induire en vous l'idée de l'illégitimité de l'actuel président (ou du précédent ?) sans pour autant que vous ayez la possibilité de tirer, d'exercice en exercice, les conséquences insurrectionnelles qui s'imposent ? Debord appelait ce genre de scandales un « leurre ».

L'organisation bureaucratique du monde implique dans la chaîne de la corruption un personnel considérablement plus important qu'une figure politique. « Tout le monde » en croque plus ou moins. Mais ce qui gagne du terrain, véritablement, c'est la contre-révolution au détriment de la révolution. C'est l'image progressive d'une société gagnée par la fièvre de l'argent, par l'égoïsme, par la rivalité, par le mensonge, par l'indifférence, par des vérités inessentielles, par le minimalisme critique, par l'ignorance, par la haine, par la parole bravache et maligne, c'est cette image qui prévaut et dans le regard que chacun porte sur chacun, c'est encore cela qui triomphe et ce qui s'accroît, par cette fascisation sans cesse accrue, c'est la guerre de tous contre tous, sur fond de criminalité et de rapines galopantes qui renforcent l'autre pendant de la fascisation progressive de la société, la perte progressive du sentiment de liberté par le système de surveillance.

Ils ne vous laissent que cela, et vous préparent des lendemains qui ne chanteront certainement pas. Debord disait *« le destin du spectacle n'est certainement pas de finir en despotisme éclairé »*.

Régis Duffour

Brèves de combat

La police grecque torture

Agressions, viols, bastonnades, usage de Taser, brûlures de cigarettes, humiliations, prélèvements génétiques obligatoires, même enlèvements d'élèves : telles sont les méthodes de la police grecque, un pays membre de l'Union européenne. Le Comité contre la torture et l'arbitraire de la police en Grèce appèle à la solidarité.

Grèce toujours

L'offensive néonazie en Grèce, après avoir ciblé les immigrés, vise maintenant des animateurs syndicaux ou journalistes qui ont le tort d'avoir des origines juives. Le journal fasciste grec *Stohos* vient de publier une notice biographique de Moisis Litsis, sous le titre *Le Syndicat des journalistes grecs a un Juif comme trésorier.* Mais cela fait bougrement penser aux années vichystes.

Stop aux expulsions

L'association Droit au logement (DAL) a manifesté durant le week-end de Pâques à Paris pour marquer la fin de la trêve hivernale des expulsions locatives et réclamer la réquisition de logements vacants.

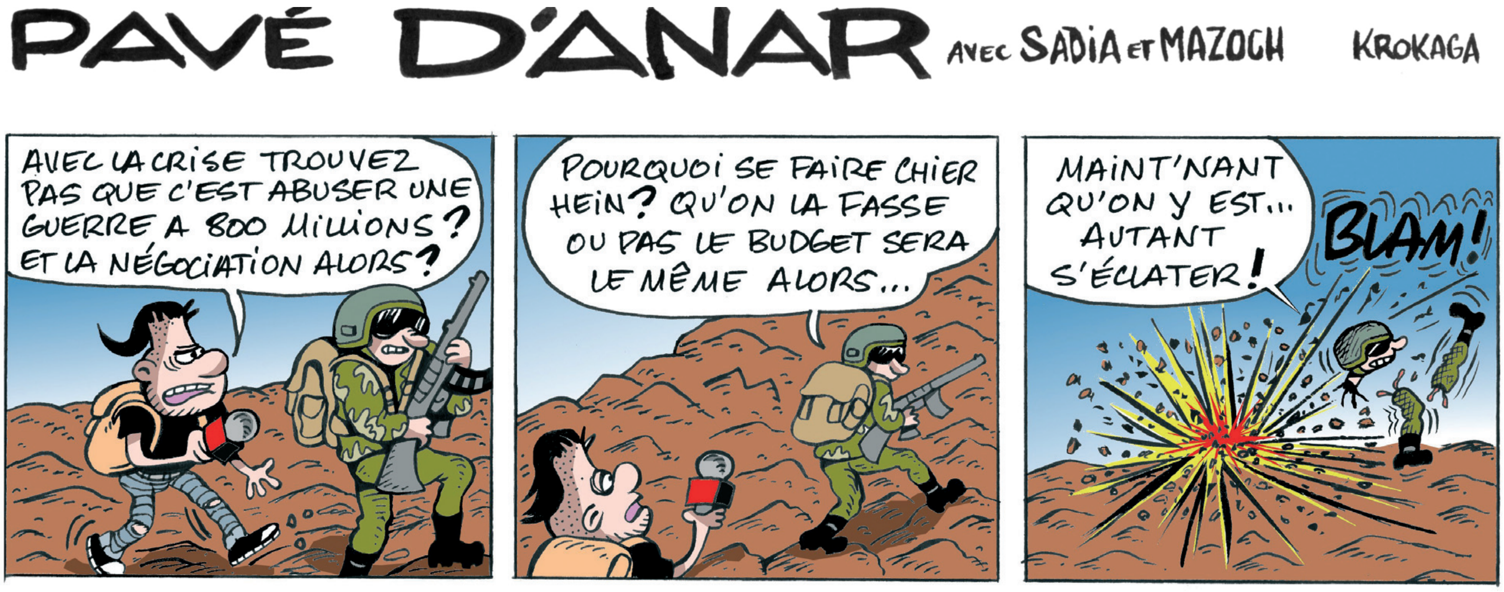
Paroles, paroles, paroles…

Hollande a réagi à l'affaire Cahuzac en rappelant qu'il resterait « *fidèle à ses engagements d'exemplarité, de vertu, d'honnêteté* ». C'est beau le courage politique.

Météo syndicale

Non, il n'y aura pas de révélations sur des comptes financiers d'origine syndicale en Suisse ou autre part ! Il y a belle lurette qu'on ne parle plus de l'argent qui venait de Moscou, ni de celui qui vint des États-Unis via la CIA… et a-t-on jamais parlé de celui qui serait venu de l'État tentaculaire, c'est-à-dire du Vatican ? Bon, jusqu'ici il n'a pas été question de ces choses, mais il y a d'autres problèmes graves qui émergent ça et là. Par exemple à la CGT, on a un peu causé des tensions graves qui existaient au sein de la fédération CGT du commerce. Mais cela restait au niveau des discussions d'oppositionnels de diverses sensibilités politiques. Au congrès de l'Union départementale du « Grand Lyon », les délégués ont pris position, en effet il faut d'après eux mobiliser l'ensemble de nos forces contre les régressions sociales dans le privé comme dans le public afin de convaincre l'ensemble des salariés de lutter contre l'accord interprofessionnel et la modernisation de l'action Publique (MAP).
Atteindre ces objectifs implique une application des décisions des 49^{e} et 50^{e} congrès confédéraux, en particulier sur nos règles de qualité et de vie syndicale dans toutes les structures de la CGT, y compris à la fédération du commerce et des services
Depuis le congrès de cette fédération en 2011, une véritable chasse aux militants qui ont osé exprimer un avis différent de celui de la direction fédérale et de sa secrétaire confédérale Michèle Chay (secrétaire confédérale) est organisée en utilisant des méthodes dignes des pires représentants du Medef…
Diable, ce qui se disait sur Internet via des sites contestant la ligne majoritaire de la CGT a maintenant pignon sur rue ? Alors soutenir GoodYear, PSA-Aulnay… cela sera-t-il possible dans l'unité des luttes, sans freinage de forces statiques qui pensent à autre chose qu'à l'émancipation du monde du travail ? On peut rêver, ça nous aidera à supporter les aléas du quotidien !

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste



L'édito de Jean d'Ormesson

Non, je n'ai pas assisté hier soir à la réunion du comité de rédaction du *Mond'Lib*. Quel événement d'importance a donc bien pu me soustraire au plus cher de mes devoirs, me demanderez-vous ? Vous l'avez déjà deviné : une séance exceptionnelle du CTP. Nous étions tous là, dans les locaux du *Figaro-Magazine*. Bernard-Henry, dont chacun sait qu'il a fondé le Club des titans de la pensée. Arielle Dombasle, en qualité de représentante des CTP, les Compagnes de titans de la pensée. Johnny, en tant que représentant des arts. Éric Zemmour, notre chargé de mission à l'amitié entre les peuples, bavardait avec Dieudonné, notre directeur de conscience, et avec Bernard Arnault, secrétaire à l'Action sociale, cependant qu'arrivait le Bureau de recherches théoriques au grand complet : Michel Drucker, Christian Clavier, Nicolas Sarkozy, l'ami Séguéla et le président du Bureau, Jean-Marie Bigard. Pourquoi avoir réuni si brillante constellation ? C'est qu'il fallait adjuger pour la première fois notre Prix de l'ambidextrie !

Impossible, vous en conviendrez, de départager aisément la foule des candidats dont les prétentions à la suprême maîtrise bilatérale méritent considération. Tenez, vous, avec quelle fine balance pourriez-vous peser l'action d'un Daniel Cohn-Bendit, alchimiste émérite, pierre philosophale de lui-même, s'élevant du plomb de l'anarchie à l'or de Bruxelles, d'une part, et celle d'un Philippe Val, charlie-hebdiste distingué monté jusqu'à l'empyrée radiophonique, d'autre part ? Comment juger sereinement d'un Bertrand Delanoé capable de passer du vélo au gratte-ciel, d'un Claude Allègre plus variable qu'un avis de tempête, d'un François Hollande maître du changement ? D'ailleurs, on avait eu vent de l'importance de cette assemblée. Marine, chargée de notre sécurité, eut bien de la peine à empêcher Rachida d'entrer. Heureusement, mue par on ne sait quel pressentiment, elle ouvrit la porte à un petit bonhomme. Assez asiatique, sanglé dans un uniforme impeccable, la poitrine barrée par une jungle de médailles. Arrivé en notre sein, il salua et lança « *Hannyône Hasséo !* ». N'écoutant que son courage, Bernard-Henry se mit en position de combat et s'apprêta à lui asséner un furieux coup de mèche. Manuel Valls, qui lit beaucoup les fiches de la DCRI, l'arrêta à temps : il avait reconnu l'attaché culturel de l'ambassade de Corée du Nord. On fit silence. Qu'avait-il à nous communiquer ? L'évidence ! Et pourtant ni Bruckner, ni Finkielkraut, ni Glucksmann, ni même Nicole Notat n'avaient vu ce qui à présent nous aveuglait. À ce point que l'envoyé n'eut nul besoin de parler. Spontanément, chacun s'écria : « *Longue vie au titan de l'ambidextrie !* »

L'énigme résolue

Oui, Kim-Jong-Un. Le *Yongmyong-han Tongji* (« Le Brillant Camarade »). Le plus jeune chef d'État de la planète. Le seul fan de Dennis Rodman et de la NBA à pouvoir déclencher le feu nucléaire. Maréchal de l'armée de la République démocratique populaire de Corée, Premier président de la Commission nationale de Défense, président de la commission militaire centrale, membre du présidium du politburo du Parti des travailleurs de Corée, Premier secrétaire de la Quatrième conférence du Parti des travailleurs de Corée. Le Parti des travailleurs de Corée préfère parler de Kim-Jong-Un, en toute simplicité, comme du « *leader suprême* ». Les esprits chagrins, qui sont nombreux jusque dans les couloirs de la rédaction de mon cher *Mond'Lib*, s'écrieront : « *Personne ne fut jamais moins ambidextre que Kim-Jong-Un ! Nul ne suit plus résolument la ligne de Kim-Il-Sung et Kim-Jong-Il ! Pas un millimètre de déviation !* » Allons, mes amis, revenez aux fondamentaux de l'ambidextrie : les apparences, là. La réalité, ici. Kim, tout à la fougue de la jeunesse, menace de nucléariser Barak ? Il lance missile sur missile et déchaîne atome sur atome ? Il faut bien, non que jeunesse se passe, mais qu'il impressionne ses militaires, son peuple, ses rivaux, ses voisins, et son grand frère chinois. Ce que les gros titres passent sous silence, sauf *The Economist*, toujours bien informé en matière d'ambidextrie, c'est que Kim veut faire comme Xi, comme Deng, et surtout pas comme Mikhaïl. Préserver la caste (pour ses voisins) ou la dynastie (pour lui) en préservant la superstructure bolchévo-maokimmiste, tout en substituant à l'inefficace infrastructure dirigiste la beaucoup plus rémunératrice infrastructure capitaliste. On achète et on vend à grande échelle à Pyongyang, depuis un an. Depuis l'arrivée au pouvoir du poupin Jong-Un. On importe et on exporte. Le poupin veut la richesse, sans avoir à la payer de la perte de son pouvoir. Alors, en bon ambidextre, il continue à brandir la menace extérieure pour obtenir la discipline intérieure à un moment délicat, celui où il va changer d'économie. Menacer les États-Unis d'une frappe nucléaire est une manière aussi indirecte qu'efficace de promettre aux chefs de son armée que, comme ceux de l'Algérie ou de la Birmanie, on leur donnera la plus grosse tranche de la tarte.

Avouez que à côté de cette éblouissante démonstration d'ambidextrie, Daniel Cohn-Bendit joue petit bras.

Jean d'Ormesson
qui remercie Nestor Potkine pour sa précieuse collaboration

Alertez les bébés !

Malgré le chômage galopant, le moral des ménages en berne et la baisse du pouvoir d'achat, la France est l'un des rares pays en Europe à se prévaloir de sa fécondité qui reste stable. Et ce, à un très haut niveau par rapport à ses voisins (2 enfants par femme en 2012 comme en 2011). Des bébés d'accord, mais qu'est-ce qu'on va leur faire faire ? La révolution ?

On n'arrête pas le progrès

Sans lits, l'Hôtel-Dieu accueillera les patients debout : sur les 55 000 m² actuels de l'hôpital, les deux tiers accueilleront le siège de l'AP-HP. Et le nouvel hôpital se développera sur… le tiers restant. De fait, tout se passera en ambulatoire : le patient vient le jour, se fait soigner, consulte, est opéré et, le soir même, il rentre chez lui. Et meure dans la nuit d'une occlusion intestinale ?...

Yes !

La pilule contraceptive, les stérilets ou les implants contraceptifs sont à présent gratuits pour les jeunes filles âgées de 15 à 18 ans, qui pourront l'obtenir auprès des pharmacies sur ordonnance et en présentant la carte vitale de leurs parents.

Chronique néphrétique

Où est le problème ? (sketch)

On ne peut plus avoir un compte en banque où l'on veut, à l'heure de la mondialisation ? On ne peut plus gagner de l'argent ? Mais c'est quoi ce discours moraliste qui soudain envahit le pays ?! Un peu de réalisme ! Entre nous, tout le monde le fait. Moi ? Ah non, pas moi. Je n'aurai pas grand chose à y mettre, ha ! ha ! Mais sérieusement, faut comprendre : Quel intérêt y-a-t-il à prendre des responsabilités politiques si n'on en tire aucun avantage ? Déjà qu'il n'est plus possible de se faire payer des petites… prestations par des copains sans perdre toute chance pour les présidentielles… hi ! Vous y pensez, vous, aux sacrifices que nous faisons ? Notre temps, notre énergie, nos belles années et notre vie de famille ! Nous donnons tout, et pour quoi en échange ? Des indemnités ridicules. Je vous le dis, si ça continue, après l'exil fiscal, va y avoir un exil politicien ! La France ne s'en remettra pas !

Cahuzac… c'est quand même indécent d'être aussi égoïste, individualiste et de ne pas penser collectif ! Nous sommes tous éclaboussés par le scandale ! Quelle image nous donnons… Je parle de la France, mesdames et messieurs ! De l'image de la France ! Parce que, pendant que certains se vautrent dans le stupre et la luxure, d'autres œuvrent aux intérêts du pays : oui ! Ils se démènent pour vendre des Rafale, des centrales, et plein d'autres produits bien de chez nous ! Bon d'accord, peut-être qu'ils distribuent aussi des petits cadeaux pour obtenir les marchés, mais c'est qu'en face ils les acceptent ! (On ne peut pas demander aux dirigeants d'une dictature d'être irréprochables.) Ils reversent des commissions aux partis au pouvoir en France ? Ce sont des pratiques d'un autre temps. Nous y avons mis bon ordre avec la loi sur le financement des partis politiques. Notre démocratie ne pouvait tolérer cela.

«- Et les lobbys pharmaceutiques ?» Faudrait le prouver que l'argent du compte de Cahuzac vient de là. Je vous vois venir avec vos raisonnements extrémistes ! Vous allez insinuer que s'expliquerait ainsi l'effarante inertie de nos élus pour résoudre les problèmes de santé publique qui remettent en cause l'intégrité des laboratoires et de l'industrie du médicament. Vous cédez là aux sirènes lepénistes, je ne vous suivrai pas sur ce terrain. À vous écouter, on pourrait croire que, à droite comme à gauche, les intérêts sont les mêmes, or c'est faux, parce que je vous le dis les yeux dans les yeux : la droite c'est la droite et la gauche c'est la gauche ! (silence)

Ce n'est pas très convaincant ? Mais enfin, la droite, c'est l'idéologie ultralibérale, le «tout pour les riches», le chacun pour soi, alors que la gauche, c'est… c'est… snif ! (il pleure)

(Il a changé de ton) Je me souviens, quand tout a basculé : mon papa était militant socialiste depuis des dizaines d'années. Quand la gauche a été élue dans ma ville, il m'a eu par relations un petit job à la mairie, c'est comme cela que je suis entré dans la vie active. Avec papa, on s'engueulait un peu, surtout quand je lui disais que j'aimais bien Tapie, comme tous les copains du Parti. Alors quand Mitterrand l'a nommé ministre de la Ville, on était aux anges ! On en avait aussi dans notre ville, des entrepreneurs dynamiques ! Je me souviens que je les citais comme exemple : un surtout, qui avait créé des franchises partout en France. Il avait coulé deux ou trois petites boîtes du coin, mais embauché ceux qu'il avait asphyxiés, puis finalement s'est planté… Mais il en voulait ! (encore admiratif)

(Il se reprend) De toutes façons, j'en ai marre de tout, de cette ville, de la politique… Je vais revendre les maisons et je m'installe dans le Sud ! Surtout que la population a changé dans le coin : savent plus se tenir, y a plus de respect. Tiens ! L'autre jour, au collège, ma fille s'est fait taper par un garçon (des coups de poing sur le biceps. elle a des bleus partout !). Quand la surveillante est venue, il lui a dit «Je rigole, on s'amuse» ! Si ! Et comme la surveillante a vu que ma fille avait les larmes aux yeux et a engueulé le garçon, v'là qu'il lui répond : «J'fais c'que j'veux, on est en démocratie !» P'tit con ! C'est quand même atterrant d'entendre cela : pourtant, ce n'est pas faute de l'avoir dit ! À chaque élection je n'oublie jamais d'en parler : Il faut penser le «vivre ensemble». Lutter contre les inégalités territoriales, désenclaver les quartiers ghettos, offrir de la culture aux classes défavorisées. Important ça, la culture ! Les gens qui souffrent doivent pouvoir mettre des mots sur leur souffrance, c'est cela qui fait une société : le dialogue. Sinon on perd la confiance, le respect et cela devient le chacun pour soi, la jungle !

Rodkol
rodkol@netcourrier.com

Les Brics ont les dents longues

Jérôme Bedeau

En 2006 à New York a eu lieu la première rencontre d'un nouveau club qui réunissait quatre pays : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine – raison sans doute pour qu'on l'appelle le Bric. L'Afrique du Sud était absente, mais elle rejoindra le club un peu plus tard.

Le premier sommet du Bric eut lieu à Ekaterinburg en mai 2009, dans un environnement de crise financière générale. Le programme de la rencontre (à quatre) portait sur l'amélioration de la situation économique mondiale, la réforme des institutions financières existantes et sur la coopération entre les quatre pays. À la suite du sommet d'Ekateninboug, les membres du nouveau club annoncèrent la nécessité de créer une monnaie de réserve qui devrait être « *diversifiée, stable et prévisible* ». Le communiqué qui fut rédigé ne critiquait pas ouvertement la « dominance » du dollar des États-Unis, mais c'était implicite. Cette nouvelle banque de développement ambitionne de contribuer à un ordre économique mondial plus équitable.

C'est lors du troisième sommet du Bric, le 14 avril 2011, à Sanya (Hainan), en Chine, que l'Afrique du Sud a été officiellement intégrée au club, qui prend désormais le nom de Brics.

« *L'ascension des pays émergents devrait participer à la mise en place d'un ordre politique et économique international plus juste et plus raisonnable* », peut-on lire dans *Le Quotidien du peuple en ligne* du 13 avril 2011.

De cette initiative est issue la création d'une banque de développement, à l'initiative des dirigeants des cinq puissances « émergentes », comme on dit.

Des divergences au sein des Brics…

Malheureusement, l'entente ne régnait pas – c'est souvent le cas quand les gros sous sont en jeu – et les participants ont dû faire face à un certain nombre de vues divergentes, notamment sur le volume de capital dont une telle banque pouvait avoir besoin – le chiffre de 50 milliards avait été évoqué. Les cinq pays concernés sont caractérisés par le fait que leurs économies ont une croissance importante et qu'ils jouent tous un rôle régional et global important ; en outre ils rassemblent une population de 3 milliards de dollars et un PIB de presque 15 mille milliards de dollars; mais il y a entre eux d'énormes disparités. Il a bien fallu discuter de la contribution au pot commun que chacun devait apporter. C'est comme au restaurant, ceux qui bouffent le plus veulent diviser l'addition en parts égales, et ceux qui chipotent sur la nourriture ne veulent payer que ce qu'ils ont mangé. Bref, les plus riches disent : on donne chacun le même montant, c'est égalitaire. Les moins riches disent : il faut définir les contributions sur la base de la richesse respective de chaque pays. Cette dernière solution n'était pas en soi mauvaise, mais elle avait un inconvénient majeur : elle légitimait le fait que celui qui paie le plus se prend pour le leader. Mais de toute façon, quel que soit le cas de figure, la Chine est le leader. Elle est la deuxième puissance économique mondiale et se trouve *de facto* en position dominante dans ce nouveau club. C'est elle qui a les plus grandes réserves mondiales de devises. Elle se trouve, dans le cadre des Brics, dans la même position que les États-Unis avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Tout le monde a compris que, désormais, ces deux institutions, créées à Bretton Woods en juillet 1944, ont une sérieuse concurrente.

Tout n'est pas absolument rose, cependant. Il y a des divergences et des antagonismes.

Cette nouvelle entité est toutefois parcourue de contradictions dont on ne peut pas encore dire si elles sont fondamentales. L'harmonie ne règne pas. Par exemple, la Chine s'oppose à la revendication du Brésil qui veut obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Énorme exportatrice de produits manufacturés, la Chine a tendance à ne pas s'ouvrir aux produits manufacturés des pays du club, se contentant d'importer leurs matières premières.

Il subsiste un certain ressentiment de l'Inde à qui la Chine a fait subir une défaite militaire en 1962.

Yashwant Sinha, ancien ministre indien des Finances d'Inde de 1998 à 2002, et ancien ministre des Affaires étrangères de 2002 à 2004, déclarait : « *Pour que la paix s'installe entre nos deux pays, il faudrait que l'Inde devienne concurrentielle sur le plan économique* [traduction : qu'elle produise moins cher que les produits chinois] *et militaire* [traduction : qu'elle y exporte ses armements] *et que la Chine devienne une démocratie* [traduction : qu'elle soit plus sensible aux fluctuations de l'opinion chinoise]. »

Si le ministre du commerce indien, Anand Sharma, avançait que les Brics allaient avoir une « *influence décisive dans l'ordre international de ce siècle* », il mettait cependant en garde contre la tendance au protectionnisme, allusion à la Chine, bien sûr, mais aussi à l'Afrique du Sud qui accusait le Brésil de faire du dumping sur les produits aviaires.

Il y a en outre de fortes disparités sociales entre les cinq pays du Brics et une quasi totale absence de transparence économique et financière de la Chine, dont le PIB à lui seul dépasse ceux des autres pays du

groupe réunis et qui a donc tendance à se poser en leader. Tout cela n'empêche pas que certains pays frappent à la porte pour entrer dans le club : le Mexique, la Corée du Sud, la Turquie. Sébastien Hervieu, dans *Le Monde* du 15 avril 2011, écrivait :

« Le concept du Brics s'accommode cependant mal des différences importantes qui existent entre ces quatre pays. Des facteurs plus ou moins imprévisibles pourraient intervenir et entraver la croissance rapide de certains de ces pays, notamment les questions d'environnement, de conflits internationaux, de maladie, de terrorisme ou de gestion des ressources énergétiques. Les pays du Bric ont de très vastes populations en dessous du seuil de pauvreté, situation qui pourrait entraîner un malaise social croissant et grever les finances gouvernementales. [...] en intégrant l'Afrique du Sud, les Bric s'affirment comme un club politique des pays émergents »

Main basse sur 200 millions d'hectares, huit fois la surface de la Grande-Bretagne

…mais tous unis contre l'Ouest

Lors du 5e sommet des Brics tenu en mars dernier à Durban en Afrique du Sud, les dirigeants ont souligné l'histoire qui les rapprochait les uns des autres. En effet, l'Afrique du Sud a été pendant des décennies soutenue financièrement et armée par la Russie et la Chine lors de la lutte contre l'apartheid. L'Afrique du Sud partage également avec le Brésil l'histoire de la colonisation, puisque ce pays fut la destination d'innombrables esclaves africains. Le mahatma Gandhi a vécu plus de vingt ans en Afrique du Sud et y a subi la discrimination du gouvernement blanc.

Jakob Zuma, le président sud-africain, déclara que la banque aurait à établir des réserves monétaires suffisantes pour permettre aux États membres d'amortir les conséquences de futurs chocs économiques et de réduire leur dépendance envers les institutions occidentales. C'est là un défi ouvert aux fonctions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, qui pendant toute leur existence ont été dominées par les États-Unis et l'Europe.

Un analyste de Frontier Advisory, Martyn Davies, écrivit :

« À mesure que la coopération entre les Brics devient de plus en plus institutionnalisée, elle commencera à défier l'architecture économique mise en place par les institutions de Bretton Woods, considérées par les décideurs politiques au sein des Brics comme obsolètes et partiales en faveur du monde développé. »

Davies précise : « *La motivation sous-jacente au sein des pays du Brics est d'affirmer leurs propres intérêts collectifs, aussi difficile soit-il de les définir, et de le faire en opposition aux intérêts occidentaux.* » (Cité par *The China Post* du 29 mars 2013[1]).

Bien que les pays membres des Brics assurent qu'ils sont des partenaires égaux, il ne fait pas de doute que le rôle dominant dans le commerce et l'investissement est joué par la Chine, qui vient de dépasser les États-Unis comme premier importateur de pétrole.

la ruée des Brics sur les terres

La dernière conférence des Brics était consacrée au soutien au développement de l'Afrique, mais là encore des antagonismes ont été mis au jour qui ne laissent pas d'inquiéter. On a ainsi pu constater que les membres du club s'affrontent sur l'appropriation des ressources du continent.

Cela fait longtemps que la Chine a dépassé les anciens colonisateurs européens comme principal partenaire commercial de l'Afrique. On peut même dire que cela commence à gronder à propos de la nature des investissements chinois en Afrique. Le président du Botswana, Ian Khana, s'en est récemment pris à la Chine pour sa façon de travailler : « *Nous avons eu de mauvaises expériences avec ces sociétés chinoises* », dit-il. Il reproche aux compagnies chinoises d'être responsables de coupures de courant à cause d'un centrale électrique dont la construction a des mois de retard. Le président se plaignait également de l'ampleur de l'immigration chinoise en Afrique, et déclara : « *Nous acceptons les marchandises chinoises. Mais ils n'ont pas besoin d'exporter leur population pour nous vendre ces marchandises.* »

Le gouverneur de la banque centrale nigériane, Lamido Sanusi, accusa la Chine d'être « *significativement responsable de la désindustrialisation et du sous-développement de l'Afrique* », avec ses produits manufacturés bon marché qui concurrencent les produis africains sur le continent, et son énorme appétit de matières premières qui empêche les Africains de mettre en valeur leurs propres ressources. Sanusi suggéra même qu'il y avait un « *relent de colonisation* » dans la politique chinoise.

Ce « relent de colonisation » est particulièrement vrai s'agissant de l'appropriation de la terre (*land grabing* en anglais. Significativement, *to grab* peut vouloir dire « saisir », « se saisir de », et « usurper »)

Ce « *land rush* » (ruée vers la terre) est un phénomène dont on parle peu mais qui « *se développe à une vitesse sans précédent en tant que produit de forces locales et internationales cumulées. Ce phénomène a un impact direct sur l'accès à la terre et à l'eau, devenus maintenant des ressources rares. Cela se passe dans un monde habité par 7 milliards de personnes, dont la majorité est sujette à une sécurité alimentaire chaque jour plus fragile. Ce n'est presque jamais la conséquence de guerres d'occupation, mais cela se passe à l'intérieur des frontières du cadre légal existant.* »[2] Une organisation a estimé que le phénomène a touché aujourd'hui 200 millions d'hectares soit huit fois la surface de la Grande-Bretagne[3].

Les faits montrent que les « investisseurs » des pays du Brics jouent un rôle déterminant et en augmentation dans la ruée vers la terre. La chine est l'investisseur le plus actif, avec plus de 5 millions d'hectares acquis sur tous les continents, principalement en Asie du Sud, en Océanie et en Amérique du Sud, moins en Afrique. Pour l'Afrique, c'est le Brésil qui est l'un des chefs de meute dans l'usurpation de la terre : par exemple, un accord a été conclu pour développer au Mozambique un projet de 14 millions d'hectares.

Tout cela se fait évidemment en contradiction totale avec la rhétorique que ces pays pratiquent sur le développement durable, la coopération, la solidarité et le respect de la souveraineté.

Pour conclure – très provisoirement, j'en suis sûr – je dirai qu'on ne va pas s'ennuyer dans l'avenir. Jusqu'à présent on était bien occupés à s'en prendre à la Banque mondiale et au FMI. Maintenant on aura les Brics en plus sur le dos.

J. B.

---

1. chinapost.com.tw/business/asia/asianmarket/2013/03/29/374555/p2/BRICS-plan.htm)
2. In *Pambazuka News*, « Brics grab African land and sovereignty », Les Brics s'approprient la terre et la souveraineté africaines, Tomaso Ferrando, 28 mars 2013.
3. Global Land Project, 2010, Land Grab in Africa : *emerging land system drivers in a teleconnected world*, The Global Land Project.

19 juillet 1936
sin dios ni amo

José Manuel Márquez Rodríguez
Juan José Gallardo Romero

Traduction Ramón Pino

Le texte qui suit est tiré du livre *Ortiz, général sans dieu ni maître*[1] (éditions Hacer, 1999, non traduit en français à ce jour). Pour mener à bien leurs investigations pour le livre dont il est question ici, les deux auteurs recherchèrent et retrouvèrent Antonio Ortiz en 1995, un an avant sa mort. Ils purent ainsi enregistrer de longues heures d'entretiens servant de base à leur travail, et comparer ce témoignage à ceux (entre autres) de Joan García Oliver (*El Eco de los pasos,* en cours de traduction) et d'Abel Paz (*Durruti, le peuple en armes*). La présente traduction traite des fameuses «journées de poudre» des 19 et 20 juillet 1936, au terme desquelles, à Barcelone, les anarchistes se rendirent maîtres de la rue en stoppant la tentative de putsch des militaires rebelles. Les passages entre guillemets sont le récit fait par Ortiz à ses deux interviewers.

Ramón Pino

«Le Comité de défense, c'est-à-dire le groupe Nosotros, avait beaucoup de contacts et de relations avec des militaires de différents grades. Parmi eux se trouvaient deux sergents d'artillerie : Valeriano Gordo y Pulido et Martín Terrer y Andrés. Gordo appartenait au régiment d'artillerie. Gordo s'engagea à neutraliser la caserne Atarazanas et à faciliter l'entrée aux bâtiments annexes. Terrer resterait dans la rue en attendant les deux cents camarades des syndicats du transport et de la métallurgie devant se charger de cette mission [la prise de la caserne]. »

Au matin du 19, la menace se précisait : les premiers mouvements des troupes factieuses commençaient dans certaines casernes. Le plan du soulèvement militaire du général Mola prévoyait l'occupation simultanée des points stratégiques dans toute l'Espagne. Ces mêmes instructions devaient être appliquées à Barcelone. Les troupes sortant des casernes devaient rejoindre les points névralgiques de la ville et en même temps se rendre maîtres des édifices dignes d'intérêt.

Le plan des rebelles échoua grâce à l'énergique riposte populaire, les militaires étant freinés dans leur progression et ne parvenant pas à atteindre les objectifs fixés. En conséquence, se produisit une dispersion des lieux d'affrontements pendant les six ou sept premières heures. Quelques-uns des plus significatifs se déroulèrent place d'Espagne, avenue de la Diagonale, à Lauria-Diputación, place de Catalogne, avenue Icaria, avenue del Paralelo, caserne Atarazanas…

Trente heures d'âpre lutte

Dès les premiers coups de feu, le groupe Nosotros et Antonio Ortiz, qui en était membre, participèrent aux affrontements du Paralelo (Brecha de San Pablo) et surtout, jusqu'à la fin, à la mythique prise de la caserne Atarazanas. Voici le long récit que fait Antonio Ortiz de ces trente heures de lutte âpre et chargée d'espoir.

« Le 18 juillet, Emilio Mañez, qui avait été caporal en Afrique, monte la mitrailleuse chez moi.

« Le 19 juillet, nous tous, les membres du groupe, nous marchions en éclaireurs à travers Barcelone. Je suis chargé de réunir les cadres de défense dans la rue Pujadas, devant le domicile de Jover et le mien. Les uns après les autres arrivent Ascaso, Jover, García Oliver et Durruti…

« Les sirènes des bateaux et des usines retentissent ; ça commence. Sanz monte sur le camion avec Emilio Mañez qui s'installe sur le siège de la mitrailleuse et ils partent vers le syndicat du bâtiment et le comité régional.

« García Oliver dirige l'opération en donnant des ordres sur la brèche de San Pablo (l'épisode du 8 janvier 2 lui donne cette autorité). Manuel Hernández (président du Syndicat du bois), qui a réussi à échapper aux militaires, nous retrouve rue San Pablo. Domingez (carabinier), qui rejoint le groupe, nous fait entrer dans la caserne des carabiniers où García Oliver prononce un discours.

« J'insiste pour que nous allions à la caserne Atarazanas, j'ai confiance en Gordo et Terrer, mais pas moyen que García Oliver me prête attention. Au Pay-Pay, les militaires tiennent la petite place de la Brecha de San Pablo. Coups de feu de notre part contre rafales de mitrailleuse du côté des militaires. J'insiste encore pour qu'on se dirige vers Atarazanas et cette fois on m'écoute. Par les ruelles du Barrio Chino, au milieu des acclamations de quelques femmes qui crient "Vive la FAI", nous arrivons aux Ramblas et place du Théâtre. Valeriano Gordo a tenu parole. En tenue de combat, avec deux mitrailleuses et un groupe de soldats et de civils, il est là, pistolet au poing et un sifflet à la bouche, un filet de bave aux lèvres. à son côté, habillé en civil, et également pistolet au poing, se tient Martín Terrer. Joie de nous voir et engueulade pour avoir tant tardé. En cette occasion, L'Entraide 3 a également fonctionné. Des civils (français) nous ont rejoints ; ils étaient venus assister aux Olympiades populaires de Barcelone, organisées comme alternative aux Jeux olympiques qui avaient lieu dans l'Allemagne nazie. »

Ortiz poursuit son récit : « Avec les nouveaux renforts, direction la Brecha, nous nous retrouvons au Pay-Pay. Gordo ordonne à ses soldats de positionner deux mitrailleuses prêtes à faire feu. Étonnement de leur part. De nouveau García Oliver dirige l'action, indiquant qu'il faut encercler l'ennemi. Par des ruelles nous nous dirigeons vers le boulevard de San Pablo à côté de l'Olimpia (salle de spectacles) et de la prison de femmes. Les militaires tiennent le boulevard sous le feu de leurs mitrailleuses. Il faut faire une barrière protectrice pour traverser la rue. Je ne sais pas comment, mais certains se sont procuré des outils et commencent à défaire les pavés. En rampant, j'atteins le réverbère au centre du boulevard et je tire en direction de la Brecha avec mon fusil-mitrailleur. On continue de défaire les pavés et on arrive à passer sur le trottoir d'en face, près de l'Olimpia.

« Nous nous retrouvons, Ascaso, Durruti, Jover et moi, avec de nombreux autres compagnons. Je remarque que Jover tient en main un petit pistolet 9 mm nickelé. Je le chambre à ce sujet.

« Ascaso insiste pour que l'on monte sur les terrasses des immeubles afin d'arriver ainsi à l'angle de la Brecha, et d'attaquer de là-haut. C'est ce qu'on fait, prenant les militaires entre deux feux, d'une part, les mitrailleuses du Pay-Pay et de l'autre, les winchesters et pistolets des terrasses. Les militaires ont commencé à se démoraliser et certains ont battu en retraite vers la rue Cabañas.

« Après toutes ces années, je me souviens encore d'une scène qui est restée gravée dans ma mémoire. Francisco Ascaso s'avance et atteint le premier la plateforme où se trouvent les militaires. Il arrache l'armement d'un soldat, s'en empare en un clin d'œil et brandissant le fusil ainsi subtilisé, pousse des cris de triomphe…

« […] Une des armes en notre possession est abîmée. Un des habitants du quartier nous dit que dans un des appartements vit un maître armurier qui peut la réparer. García Oliver me dit de monter avec l'arme pour la faire remettre en bon état. Je grimpe jusqu'au quatrième étage, et sur la terrasse je trouve le maître armurier qui ne fait aucune difficulté pour exécuter le travail, en grommelant à propos des militaires putschistes : Les fils de pute ! 4 »

« […] Je redescends dans la rue où m'attend une surprise. Elle est pleine de monde mais pas trace du groupe. Je suis inquiet mais pas alarmé ; le peuple est là et ce sont des amis. Je pose l'arme réparée au sol et reprends mon fusil-mitrailleur en main. Au bout de quelques minutes, je vois arriver une automobile conduite par un jeune compagnon (Jadraque). Je le connais et il me dit que le groupe est parti vers la caserne d'Atarazanas après être passé par la place de Catalogne.

« Direction l'Arco del Teatro, mais cette fois en voiture, par les Ramblas.

« Il y a une grosse concentration de compagnons et de gens du peuple sur la petite place à côté de la statue de Pitarra. Ils ont pris comme poste de secours le Chat noir 5.

« García Oliver et Francisco Ascaso avec Durruti, Jover et Aurelio sont là. Un camion sur la plateforme duquel ils ont placé une mitrailleuse protégée par des bobines de

papier et des matelas, manœuvre en marche arrière et tire en même temps.

«[…] Les heures passent, le crépuscule arrive. J'échange mes impressions avec Francisco Ascaso et García Oliver sur la possibilité de rassembler des fusils et des bâtons de dynamite que l'on pourrait envoyer depuis les terrasses des maisons, sur le toit ou dans la cour de la caserne d'Atarazanas.

«Pour récupérer les bombes ou les bâtons de dynamites, il faut aller à Poble Nou. García Oliver prend l'initiative et me dit: "Va à Poble Nou et cherche Sanz qui doit venir se joindre au groupe. Il se trouve sur la Rambleta con Taulat, à la Pubilla del Taulat! Il y a établi son poste de commandement. Qu'il vienne ici sans discuter! 6"

«Il fait déjà nuit, je cherche l'automobile qui m'a conduit ici, mais le compagnon conducteur refuse de m'accompagner car il ne veut pas abandonner son poste de combat. Je prends la voiture, direction Poble Nou. Aucune difficulté en chemin. Quand j'arrive à Pubillat del Taulat, je vois de nombreuses connaissances du quartier, parmi lesquelles beaucoup que je n'aurais jamais cru capables de prendre part au combat.

«Ricardo Sanz est là dans son élément, jouissant de son prestige parmi la population du quartier. Je l'informe de ma mission et lui demande de m'accompagner pour chercher les bâtons de dynamite et les transporter aux Ramblas. Sanz émet quelques objections qui m'obligent à lui dire: "Tout le groupe est sur les Ramblas, tu es membre du groupe et tu dois rejoindre les autres!"»

La mort de Francisco Ascaso

«Nous prenons un paquet de bâtons de dynamite, les détonateurs et les mèches et partons pour les Ramblas. En arrivant, nous apprenons la mauvaise nouvelle de la mort de Francisco Ascaso. C'est García Oliver qui nous le dit et il en est véritablement affecté. Il nous raconte que Paco était devant lui, rampant depuis les kiosques à journaux des Ramblas jusqu'à une camionnette stationnée à l'angle des rues Santa Madrona et Cid, où son corps gisait encore.

«Sans nous consulter, Sanz et moi nous dirigeons vers l'Arco del Teatro pour arriver rue Cid. Nous avançons collés au mur de la rue et nous trouvons le corps de Paco légèrement en retrait de la camionnette, la tête trouée par un coup de feu. Le jour se levait. Protégés par la camionnette, Sanz et moi échangeons quelques mots pour voir comment emporter le corps d'Ascaso. Une aide inespérée nous arrive alors. C'était Vicente Pérez qui sortait de chez sa mère la charbonnière, et qui traversa en courant la rue Cid pour nous rejoindre. La première chose qu'il fit fut de nous demander la permission de conserver le pistolet de Paco, puis à nous trois nous avons soulevé le cadavre et, longeant le mur de la rue Cid, nous arrivons rue Arco del Teatro. Une fois là, des gens du quartier nous ont rejoints. Tous voulaient nous aider.

«La nouvelle de la mort d'Ascaso se propagea parmi les combattants à l'instant même où elle survint. En arrivant avec son corps sur la place du monument à Pitarra, une sorte de cri de fureur jaillit de milliers de gorges et ranima les ardeurs.

«Le choc provoqué par la mort d'un ami fut différent pour les membres du groupe Nosotros. García Oliver, qui était avec Ascaso quand la balle lui ôta la vie, était sonné comme s'il avait reçu un coup de massue sur la tête. Pareil pour Aurelio et Jover. Ce n'était pas le cas de Durruti, qui semblait être devenu fou. Brandissant son fusil au-dessus de sa tête, il haranguait les gens pour qu'ils le suivent, en descendant les Ramblas vers la caserne d'Atarazanas. Absolument seul, il avait dépassé la limite des kiosques de livres d'occasion de Santa Madrona, et de ce fait était exposé à n'importe quel tir provenant de la caserne d'Atarazanas ou du monument à Christophe Colomb.»

La caserne d'Atarazanas

«Je me rendis compte de tout ça et dans ma tête je réalisais quelque chose: malgré toutes les inquiétudes et la pression, j'étais lucide et serein. C'est-à-dire que je raisonnais froidement et sans passion. Sachant à quoi s'exposait Durruti, et à quoi je m'exposais moi-même si j'allais le chercher, je n'hésitais pas et je le fis reculer de force, tout en lui reprochant sa conduite qui l'exposait à être tué bêtement. Il ne fut pas facile de le faire reculer.

«C'est ainsi que les rôles commencèrent à changer. à partir de ce moment, c'est moi qui donnais les ordres, essayant d'organiser les groupes de civils et les préparant pour donner l'assaut d'Atarazanas. Je me rendis compte que beaucoup de ceux qui n'avaient qu'un simple pistolet regardaient avec envie le fusil-mitrailleur tchèque que je possédais (dans le groupe nous en avions deux, García Oliver l'un et moi l'autre, que nous gardions depuis avant le soulèvement).

«[…] Une marée humaine poussant des cris pour s'encourager descendit la Rambla en direction du portail de la caserne Atarazanas, qui ne résista pas à l'assaut de ces bras et ces corps. Au même moment, les avions du Prat mitraillèrent le portail. Il y eut donc des morts tués par des balles amies.

«Le vacarme ne peut pas se décrire. Le peuple excité courrait en tous sens sans savoir exactement où aller. Les militaires qui jusqu'ici avaient défendu la caserne ne semblaient pas réaliser la situation. Il y eut des excès de la part du peuple à cause du ressentiment accumulé.»

Fatigués mais satisfaits d'avoir contenu la menace fasciste représentée par les militaires rebelles, les uns se dirigèrent vers les syndicats des Ramblas (transports et métallurgie) et les autres vers ce qui avait été le quartier général du comité régional pendant les affrontements:

l'impressionnant bâtiment du ministère du Travail situé au numéro 32 de ce qui s'appelait alors la Vía Layetana[7], bâtiment qui devint à partir de ce moment la maison (siège) de la CNT.

Bien que la controverse historique sur ce qui s'est passé à Barcelone les 18, 19 et 20 [juillet 1936] n'ait pas cessé, ni ne cessera au sujet de l'analyse et de l'interprétation des faits, personne ne met en doute le rôle prépondérant de la CNT. Les premiers à avoir fait front, presque seuls, à l'armée rebelle furent les militants anarchistes. Le 19 juillet, à partir de 10 heures du matin, ils seront rejoints de façon généralisée par les masses populaires incluant les autres forces politiques, jamais comparables en nombre aux anarcho-syndicalistes. Au sujet des forces de sécurité, les gardes d'assaut[8] se sont impliqués assez tôt, alors que les gardes civils le firent tardivement et de façon ponctuelle, place de Catalogne.

Que faire de tant de pouvoir

C'est pourquoi c'était une victoire du peuple, mais d'un peuple ayant maintenant encore plus les yeux fixés sur les sigles CNT-FAI. De toute façon, comme disaient certains des protagonistes, toute cette joie était accompagnée d'une certaine préoccupation. Et maintenant, quoi ? Que faire avec autant de pouvoir qu'on ne pouvait en imaginer quelques jours auparavant? Mener à son terme la révolution anarchiste rêvée signifiait l'implantation du communisme libertaire seulement réalisable s'il était imposé. C'est ce que García Oliver définissait comme « *aller jusqu'au bout* ». C'était le début des contradictions des militants les plus en vue.

Ce même 20 juillet, alors qu'on veillait encore les morts d'Atarazanas, le secrétaire régional de Catalogne convoqua un plénum régional extraordinaire. Par le biais d'émissaires, le président de la Generalitat[9] contacta le comité régional en invitant ses représentants à une réunion place Sant Jaume[10]. García Oliver, Durruti, Ortiz, etc., sales et avec leurs armes, écoutent Companys. Le président[11], après s'être excusé pour la façon dont avaient été traités les anarchistes dans le passé, reconnaît publiquement l'action de la CNT, acceptant le fait qu'ils sont les « *maîtres de la rue* ». Companys se mettait à la disposition des anarchistes si ces derniers pensaient cela utile, ou se retirait de la vie publique s'ils le lui demandaient. Il leur proposa de créer un comité des milices, dont la composition inclurait proportionnellement le reste des groupes politiques antifascistes.

Comme il était d'usage dans les milieux anarcho-syndicalistes, leurs représentants ne voulurent pas répondre à cette proposition tant que la base ne se serait pas prononcée. Le plénum régional de Catalogne eut lieu dans un salon du ministère du Travail. Ce fut García Oliver qui fut chargé de rendre compte de la réunion précédente (avec Companys), et il posa la question fondamentale. Fallait-il aller jusqu'au bout, c'est-à-dire réaliser la révolution suivant la manière dont l'entendent les anarchistes ? Le contraire signifiait accepter la proposition de Lluís Companys de former le comité des milices et de collaborer avec les autres groupes politiques démocratiques.

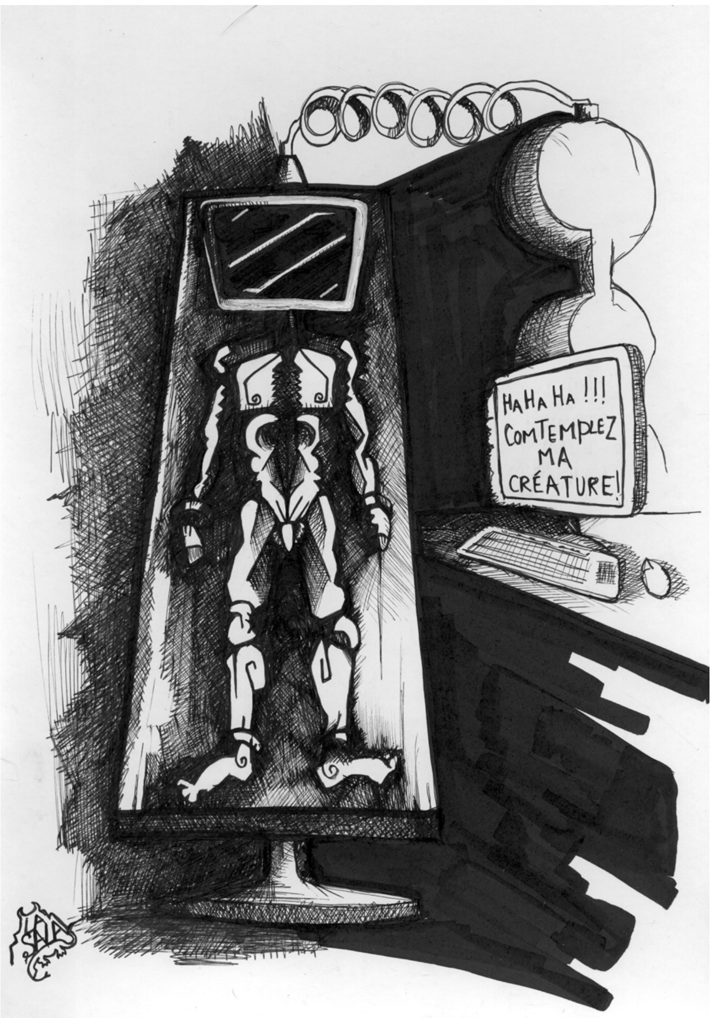
García Oliver, parlant au nom du groupe Nosotros, défendit les principes révolutionnaires pour lesquels ils avaient toujours lutté. Ortiz était présent en tant que membre du comité révolutionnaire, mais ne prit pas part au débat : « *Je n'intervins pas parce que je n'aimais pas l'allure générale des présents. [...] Une révolution a besoin d'armes. Quand les casernes furent prises, peu d'armes tombèrent aux mains de la CNT.* »

Durruti non plus n'intervint pas en faveur de la proposition de García Oliver – qui le lui reprocha. Finalement, le plénum rejeta la proposition et opta pour la collaboration avec les autres[12]. La situation de guerre que l'on vivait, avec le danger fasciste non entièrement écarté, tout cela a pesé sur les participants à cette réunion. L'acceptation du comité des milices « *fut une erreur d'un point de vue politique, qui explique l'ascension fulgurante du Parti communiste, alors que d'un point de vue militaire, avec Sandino et Vicente Guarner[13], on convint tout de suite de porter la guerre hors de Catalogne, et ça nous l'avons réussi* ». **J. M. M. R. et J. J. G. R.**

---

1. Antonio Ortiz Ramírez (1907-1996), secrétaire du Syndicat du bois de la CNT-Barcelone, membre du groupe Nosotros et des cadres de défense du quartier Poble Nou de Barcelone, commandant la deuxième colonne qui se forma et partit pour le front d'Aragon (nommée Sur-Ebro, puis Rouge et Noire mais plus connue sous le nom de colonne Ortiz). Ortiz fut à l'origine de la création du Conseil d'Aragon dirigé par Joaquín Ascaso. À noter qu'il existe aussi un DVD (en vente à la librairie Publico) portant le même titre que le livre (*Ortiz, général sans dieu ni maître*) dû à Ariel Camacho, Phil Casoar, Laurent Guyot, également sur des entretiens avec Ortiz.
2. Le 8 janvier 1933, un certain nombre de militants cénétistes (dont García Oliver) tentèrent d'initier une insurrection qui échoua et se termina par de nombreuses arrestations et emprisonnements au cours desquels les détenus furent sauvagement et longuement frappés par les policiers (lire *La Barbarie gubernamental*, aux éditions El Luchador).
3. L'Entraide, *Apoyo mutuo*, était une association clandestine de militaires républicains ayant des ramifications dans les casernes à travers toute l'Espagne.
4. *Aquets fills de puta !* (en catalan dans le texte).
5. Cabaret du Chat noir célèbre pour être fréquenté par des artistes (Picasso entre autres).
6. *Que vingi cap aqui sense escuses !* (en catalan dans le texte).
7. Qui deviendra la Vía Durruti après la mort de ce dernier, pour redevenir Vía Layetana après la victoire franquiste en 1939.
8. Équivalent de nos gardes mobiles ou CRS.
9. Gouvernement catalan dont Lluís Companys était le président.
10. Siège du gouvernement catalan.
11. En catalan dans le texte.
12. Les organisations politiques antifascistes.
13. Conseillers militaires participant aux décisions du comité des milices.

La cyber servitude



« La démocratie vendue avec internet est celle de l'idéal libertarien. Elle ne remet pas en cause l'ordre social et économique établi. Au contraire, elle le sophistique. »

Groupe Orwell de Martigues

groupe-orwell-martigues@federation-anarchiste.org

Les attaques radicales et documentées contre le numérique ne sont pas si courantes. Surtout quand elles se permettent peu de demi-mesures quant aux solutions et qu'elles adoptent une optique résolument libertaire et décroissante. À ce titre, *l'Emprise numérique* [1] est un livre précieux pour nos luttes.

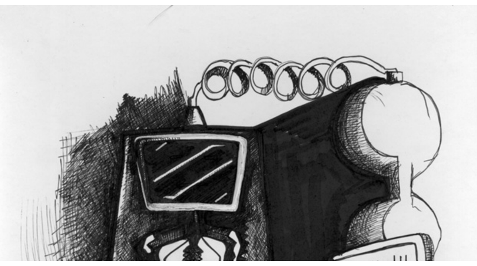
Le terme de technologie, selon Jacques Ellul, correspond à la conjonction de la technique et de l'idéologie. Les nouvelles technologies opèrent selon le mode idéologique des dominants. Elles ont été imposées par ce mouvement perpétuel qui est désormais l'esprit du capitalisme. La technique n'est pas neutre. Internet induit un imaginaire et des rapports sociaux spécifiques. Tout n'est plus que flux d'informations, transparence, connexion, mobilité, réseaux et rien ne doit y faire obstacle. Peu importe le contenu de ce qui est transmis. « *Les technologies permettent de faire plus de choses toujours plus vite, mais laissent de moins en moins de temps pour s'adonner à une seule activité dans le calme et avec une certaine profondeur, pour flâner, pour réfléchir et même pour dormir* », constate l'auteur. C'est sur le quotidien que le numérique pose son emprise mais, « *bien que l'accélération technique n'implique pas réellement […] une augmentation du temps libre, la plupart des individus continuent à être convaincus que les nouvelles technologies vont leur en donner, alors qu'ils font systématiquement l'expérience du contraire et qu'ils souffrent de l'accélération considérable de leur rythme de vie* ». L'auteur voit dans ce décalage entre le point de vue et le vécu les marques d'une croyance.

« *Liberté, gratuité, horizontalité, participation, nomadisme, connaissance, partage* », *le capitalisme s'est modernisé en se parant grâce au numérique des valeurs issues de la tradition émancipatrice.* Et « *bien que toutes les forces sociales dominantes […] tentent de mettre l'ensemble de l'humanité face à un écran, les mouvements dits d'émancipation sont soit incapables de formuler un discours un tant soit peu critique quant aux évolutions récentes du capitalisme, soit continuent de penser que seules de nouvelles avancées technologiques pourront permettre de le dépasser, quand bien même la réalité invalide chaque jour leurs théories* ». Les cercles militants qui utilisent de plus en plus internet font l'expérience d'une agressivité accrue des échanges. Il devient de

plus en plus difficile de se retrouver pour s'organiser et se réunir. Le militantisme se désincarne en quelque sorte. Face à cette irrationalité, une critique politique et sociale des technologies s'impose. La solution n'est pas, pour Cédric Biagini, dans de nouvelles innovations techniques.

Décoloniser nos imaginaires

Ne pas utiliser certaines technologies est une forme de résistance. Seulement cette grève privée, si elle a son importance, semble difficile. Une résistance strictement individuelle paraît dérisoire. Il est devenu impossible de faire sans ce monde-là. Nous n'avons plus vraiment le choix sauf à entrer dans une rupture totale et donc au risque d'un isolement social. Nous sommes tous dans le monde de l'ordinateur. L'auteur appelle donc à décoloniser nos imaginaires en se plaçant dans une contestation globale de la société industrielle. Les premières critiques du capitalisme remirent directement en cause l'industrie. Le mouvement libertaire fut à la pointe de cette révolte. Il ne s'agit pas d'idéaliser un passé préindustriel mais de renouer avec cette critique à l'heure où les technologies nous menacent d'un asservissement volontaire. Mais refuser la technique, consubstantielle à l'homo sapiens, n'aurait aucun sens. Il faut « *réenchâsser la technique dans le social et le politique, autrement dit resocialiser le rapport à la technique* ». Celle-ci se définissant comme un savoir-faire et un ensemble d'outils mobilisant conjointement le corps et l'esprit. La technique permet d'agir sur le réel en y étant confronté. À l'inverse la technologie, par une « rationalisation scientifique », nous « déconnecte du monde de l'expérience commune ». Nous pensons utiliser alors que nous sommes utilisés. Il conviendrait de revenir vers « une société à la mesure de l'homme » composée de structures sociales de petites ou moyennes tailles dans lesquelles exercer un métier a un sens. Cela nécessite de sortir des « ghettos militants », d'instaurer un rapport de forces là où les antagonismes avec le système technicien se cristallisent.



La fin du livre et de l'éducation ?

Mais que fait exactement le numérique sur notre civilisation ? L'auteur dresse un tableau précis plutôt catastrophiste et angoissant de ce qui existe déjà ou menace d'arriver. Ce n'est pas un hasard si ce livre commence par parler… du livre. Ce dernier reste un espace que le numérique n'a pas totalement colonisé ; le livre constitue un lieu de résistance. Le fonctionnement de l'édition papier ne peut être reproduit dans le numérique. Si, dans un premier temps, les nouveaux média singent leurs prédécesseurs, par la suite ils développent leurs propres formes et asservissent les anciens à celles-ci. Or ce qui caractérise le numérique est l'absence totale de médiation : internet est le média absolu. Tout ce qui constitue la chaîne du livre est donc appelé à disparaître. Les librairies indépendantes ne pourront pas résister aux grandes multinationales qui s'imposent sur le marché du livre numérique. Les bibliothécaires, renonçant aux principes de l'éducation populaire, creusent leur propre tombe en réduisant leur profession à la seule sphère technologique. À quoi bon se déplacer dans une librairie ou une bibliothèque puisque tout est disponible sur le net ? Les choix éditoriaux seront et sont déjà – comme sur Wikipedia – réalisés par les internautes eux-mêmes. À quoi bon le travail d'un éditeur ?

Les livres vont se dissoudre dans le réseau. On lira sur des terminaux reliés au web. La lecture, elle-même, n'en est déjà plus une. Elle devient navigation discontinue. Elle est scrutation, purement utilitariste et informative. Elle incite à une consommation instantanée du contenu sans appropriation du contenant qui n'existe plus matériellement – en apparence. Elle se noie dans la communication. Il devient difficile cognitivement de faire une lecture longue et approfondie. Alors que la lecture sur papier apaise, l'écran excite – ce qui est peut-être à la source même de son effet addictif – et trouble la concentration. Celle-ci est sans cesse captée par des signaux visant à empêcher la réflexion. Dans cette économie de l'attention, le contenu n'est que simple distraction. Le tout est de ramener le lecteur, après l'avoir baladé, vers un désir unique : s'abandonner à l'oubli dans la consommation. La lecture numérique trouble aussi les repères et la mémorisation assurés sans aucun effort par la machine. Tout est enregistré, inutile de se souvenir. La mémoire étant au fondement de notre identité, on voit à quel point le numérique et son savoir absolu bouleversent nos façons d'être. Silence, solitude, lenteur et ennui sont à proscrire dans ce nouvel environnement. On lit de plus en plus comme une machine. L'écriture s'en trouve bouleversée. Déjà, certains articles de journaux en ligne, comme la revue financière *Forbes*, sont écrits automatiquement. Il faut écrire court. La collecte des informations personnelles sur les façons de lire permet d'ajuster l'offre à la demande : l'uniformisation sur mesure de la culture. Le langage lui-même devient un marché – Google AdWords –, les mots se transformant en marchandises.

La numérisation modifie aussi l'éducation. L'enseignement se limite de plus en plus à donner accès. Les enseignants deviennent de simples accompagnateurs du monde numérique. Avec la dématérialisation advient une école sans école, voire sans enseignant. La saturation en informations empêche la connaissance et on ne peut réduire l'enseignement à la simple capacité à se débrouiller dans cette jungle de données. Les cadres de la Silicon Valley trop conscients des nuisances qu'ils créent envoient leurs enfants dans des écoles très coûteuses dépourvues d'écran et de connexion internet [2]. Le numérique : c'est pour le bas peuple !

Réseaux, flux, communication

Les réseaux sociaux contribuent au « *contrôle de tous par tous* ». L'intériorité disparaît au profit d'une « *intimité surexposée, creuse et uniformisée* » et d'un être qui « *fabrique en permanence des images de lui-même, auxquelles d'autres images répondent* ». Aussi, « *le vécu ne prend réellement de sens que lorsqu'il est enregistré* » puis communiqué. Ainsi, « *le présent se vit comme un souvenir* ». Si réel et virtuel interagissent encore, c'est ce dernier qui semble de plus en plus prendre le dessus. Chaque individu est encouragé à devenir sa propre marque. L'amitié devient une affaire comptable, une technique de relations humaines, une imitation. Les réseaux sociaux se développent sur la disparition des liens de sociabilités anciens. Chacun n'est plus qu'un simple nœud relié à d'autres à travers le réseau. Le lien social est recréé industriellement après avoir été détruit ou altéré dans sa forme traditionnelle. Il se réduit désormais à sa dimension informationnelle et communicationnelle. Nous sommes de plus en plus dépendants d'objets de communication que l'on touche pour se rassurer comme des doudous.

Les médias occidentaux, suivant en cela leur propre fantasme de connexion permanente, ont surestimé l'importance des réseaux sociaux dans les printemps arabes. Même si, selon l'auteur, ces réseaux ont joué un rôle dans ces mouvements, les révolutions n'ont pas attendu Twitter pour exister. Et le nombre de foyers connectés à internet dans le monde arabe est encore relativement restreint. Cela étant, si les régimes autoritaires arabes ont été lâchés si facilement par les États-Unis, c'est aussi probablement que leur oligarchie monopolistique entravait la fluidité du vaste réseau que doit être le capitalisme aujourd'hui. De toute façon, internet facilite aussi la collecte d'informations sur les groupes militants par des dictatures ou des démocraties. La technologie, ambivalente, libère d'un côté quand elle aliène de l'autre.

Une utopie libertarienne ?

Rendre public des documents secrets sans aucun traitement intellectuel comme le fait Wikileaks ne change pas grand chose puisque ces informations viennent pour la plupart confirmer ce que l'on savait déjà. Ce n'est pas par ce qu'on est informé que nécessairement on agit. Il faut que cette information entre en résonance avec nos expériences sensibles et nos conditions d'existence. Saturer le peuple d'informations lui donne l'impression d'un mouvement permanent, mais en réalité l'anesthésie et l'immobilise. Cédric Biagini pointe également les ambiguïtés du mouvement *Anonymous* dont les militants, gavés de produits de l'industrie culturelle, prétendent lutter contre ces entreprises qui les nourrissent. Leur anticapitalisme de façade n'est pas cohérent : la financiarisation accrue du monde est en grande partie le fait des nouvelles technologies. Les décisions sur les marchés qui nous gouvernent sont partiellement gérées par des machines. La démocratie vendue avec internet est celle de l'idéal libertarien. Elle ne remet pas en cause l'ordre social et économique établi. Au contraire, elle le sophistique. Jimmy Wales, cofondateur de Wikipedia, se revendique d'Ayn Rand, papesse du libertarianisme. « *L'utopie aurait-elle changé de camp ?* » s'interroge l'auteur.

La gratuité, un des mythes fondateurs d'internet, est toute relative : abonnements et équipements ont un coût. De plus, cette gratuité est autorisée par la publicité, qui est le moteur du web. Marketing et culture fusionnent. L'internaute participe à la promotion et à l'amélioration de tel ou tel produit. La publicité conduit à une infantilisation croissante des individus. Alors que l'innovation est sans cesse célébrée, l'excès documentaire contribue à paralyser la création et l'imagination. L'accès à un océan d'informations sans limite génère une insatiabilité, une frustration. L'immatérialité des nouvelles technologies est aussi illusoire : des biens matériels sont produits – dans des conditions de travail honteuses, faut-il ajouter – dont les nuisances en termes énergétiques, d'extraction de minerais et de recyclage des déchets sont bien réels. Sans compter l'obsolescence programmée de ces gadgets qui pousse à la surconsommation et au gaspillage.

En dernière analyse, c'est le corps lui-même qui se trouve transformé. L'obsolescence de l'homme de Gunther Anders n'est pas loin lorsque les êtres humains, affublés de leurs prothèses numériques, ressemblent de plus en plus à des cyborgs. Nous faisons de moins en moins confiance à nos sens et aux modes de sociabilité traditionnels. La combinaison des nanotechnologies, des biotechnologies, de l'informatique et des sciences cognitives amène l'espèce humaine à vouloir ressembler à ce qu'elle produit. La cybernétique triomphe. De là, soit nous restons simplement (trop) humains avec nos faiblesses et nos limites mais aussi avec nos capacités de résister, de réfléchir, d'agir et de socialiser, soit nous consentons à devenir des machines…

Si on comprend fort aisément que l'auteur n'assume pas le qualificatif de réactionnaire ou de technophobe, il est plus difficile de saisir sa réfutation du conservatisme. Sa critique du progrès implique peut-être d'assumer que l'on veut conserver anthropologiquement un certain nombre de choses contre ce que le Capital détruit.

Cela n'enlève rien à la portée révolutionnaire de son analyse, bien au contraire. La conclusion est habile. Le piège est en effet de s'enfermer dans une réfutation obscurantiste de toute technique. Si celle-ci est le produit des rapports sociaux, c'est d'abord ceux-ci qu'il faut changer radicalement.

Mais dans cette perspective, pourrait-on encore utiliser l'informatique en réseau, en tant que simple outil avec le savoir-faire qu'elle requiert et toute la distanciation critique nécessaire ?

G. O.

1. Cédric Biagini, *L'Emprise numérique*, L'échappée, 2012. Cédric Biagini écrit dans la revue trimestrielle de *l'Offensive Libertaire et Sociale* ainsi que dans le journal *La Décroissance*.

2. A Silicon Valley School That Doesn't Compute : http://www.nytimes.com/2011/10/23/technology/at-waldorf-school-in-silicon-valley-technology-can-wait.html

Une population d'ânes menée par des fauves

Ce rapport vient du cœur du sérail. D'un gourou du web. M. Jakob Nielsen. Spécialiste mondial en lisibilité. M. Nielsen a pour clients General Motors, l'US Navy, Apple, Google. Des gens pour qui « lisibilité » s'épelle « dollars ». Après des années de recherches très sérieuses, où des caméras filmaient et suivaient les yeux des usagers du web, Nielsen a pondu un rapport le 1er octobre 1997 : « How Users Read on the web » *comment les utilisateurs lisent sur le web*. Première phrase du rapport, juste sous le titre : « *They don't* ».

Vendre aux jeunes

Même les non-anglophones auront compris. Les utilisateurs du web, dans leur très vaste majorité, lisent les titres. Et les phrases du haut. Si elles sont bien isolées. Et courtes. Cette lecture tronquée, mutilante, est surtout le fait des plus jeunes. On déplore depuis longtemps les effets délétères des écrans de télévision. Mais à présent les écrans prolifèrent bien au-delà de la télévision. De Facebook à Twitter, le filet ne laisse pas échapper beaucoup de cerveaux. Pensez aux moins de vingt ans : combien d'heures livre en main ? Combien d'heures les yeux devant un écran ? Les thuriféraires du tout-digital rétorquent souvent : « *Les jeunes webbeux ne lisent pas Thucydide et écrivent avec l'élégance d'un orang-outan, mais quels petits génies technologiques, quelle créativité dans leur univers !* » Et les vieux, qui ont tous supplié un morveux de les tirer d'affaire quand leur PC plante, d'opiner du bonnet, ravis de leur propre ouverture d'esprit. Nielsen, lui, ne se préoccupe pas de savoir si les jeunes valent mieux que les vieux ou vice-versa. Son travail est d'aider ses clients à vendre. Google, Apple, Sony veulent atteindre les jeunes ; M. Nielsen se garde donc d'aborder ses études avec des idées préconçues sur les espoirs de l'avenir contre les trésors du passé. Un autre rapport de M. Nielsen, sur l'usage du web par les adolescents, affirme sans ambages que la majorité d'entre eux font preuve de capacités de lecture, de connaissance des procédures de recherche et de niveaux de patience insuffisants pour surfer efficacement sur le web. Bien entendu, « *ils n'aiment pas lire beaucoup sur le web* ». Selon son étude plus générale, en moyenne les utilisateurs du web ne lisent que 28 % des mots présents sur une page web. « *[Les adolescents] ne cherchent que ce qu'ils espèrent trouver, ne le veulent que rapide et gratuit, avec le minimum d'effort. Ils ne jugent pas ce qu'ils voient sur les caractéristiques objectives du contenu livré, la qualité du langage et de l'image, mais sur les caractéristiques subjectives de la familiarité et de la facilité… [le contenu rencontré et les habitudes prises en ligne] ne favorisent pas l'acquisition du savoir, le langage distinctif ou la capacité à raisonner en longues unités séquentielles. Ils ne cultivent pas la capacité à comprendre des textes denses tels qu'un contrat, une preuve logique ou un sonnet élisabéthain* ». Les conseils de Nielsen, d'ailleurs, ne visent pas à « *adapter les esprits et les sensibilités des jeunes à ce que l'on trouve de plus intelligent sur le web, mais au contraire à adapter le contenu offert sur le web aux intérêts et à l'impatience de la jeunesse* ». Nielsen recommande que le langage soit adapté au niveau de compétence linguistique d'un enfant de douze ans. Que chaque paragraphe ne contienne qu'une idée. Pas chaque phrase, chaque paragraphe. Que chaque paragraphe ne contienne que la moitié du nombre de mots que le langage normal aurait utilisé. « *Le langage devrait toujours avoir l'apparence de l'objectivité, afin que les utilisateurs ne souffrent pas du fardeau cognitif supplémentaire de devoir distinguer les faits d'une part, la partialité et l'exagération de l'autre.* » Sic.

Les ânes et les fauves

Le rapport de Nielsen, pur fruit d'un travail de capitaliste pour capitaliste, pur outil à profit, aussi clinique et précis que ces outils peuvent l'être, confirme donc ce que, après par exemple Michéa, on soupçonne : il s'agit de maintenir la majorité des êtres humains dans un état intermédiaire. Qu'on sache lire, juste assez pour comprendre les instructions et les règlements. Et qu'on ne sache pas penser. Qu'on soit privé des instruments de la critique et du partage de la critique. Le fantasme d'une population d'ânes menés par des fauves est bien le projet de ceux qui se prennent pour des fauves, et qui agissent comme tels.

Errico Zaporija

Source : Useit. com/alertbox

« *The Dumbest Generation. How the Digital Age Stupefies Young Americans and Jeopardizes Our Future* » de Mark Bauerlein, un ouvrage moins réactionnaire et anti jeunes que son titre pourrait le laisser croire.

Résistances destructrices créations désobéissantes

André Bernard

Cercle libertaire Jean-Barué, Gironde

Qui n'a jamais brisé un ordinateur à coups de marteau, qui n'a jamais jeté des piles de journaux aux quatre vents, qui n'a jamais crevé les pneus des camionnettes transportant ces journaux lors d'une action syndicale, celui-là comprendra moins que d'autres l'action des luddites, ces briseurs des nouveaux métiers à tisser et à tricoter, « machines odieuses », voleuses de pain, qui affamèrent hommes, femmes et enfants, tous « chair à usines », au début du XIXe siècle en Angleterre.

Les luddites et le grand chambardement

La Colère de Ludd donne une excellente description de cette révolte ouvrière contemporaine de la naissance du capitalisme et de l'industrialisation de l'Angleterre. En dépit du peu d'informations directes, si ce n'est les fiches de police, les chansons ouvrières et les courriers luddites adressés aux patrons, aux magistrats et aux policiers, le mouvement luddite est assez bien cerné par l'auteur, Julius Van Daal ; en dépit également des maigres informations pour cause de l'omerta complice de la population. Bien que quelques-uns n'échappèrent pas à la corde, il faut dire en effet que peu de luddites furent dénoncés et déférés devant les tribunaux tant ils surent se protéger de la répression et des mouchards.

Comme un policier demandait à un luddite mourant des renseignements dénonçant ses compagnons, ce dernier demanda à l'inquisiteur : « *Savez-vous garder un secret ?* » L'inquisiteur répondit par l'affirmative. Le luddite lui dit alors : « *Moi aussi.* » Et il mourut.

Les luddites ne furent pas les rétrogrades destructeurs refusant le progrès technique que les vainqueurs veulent bien faire d'eux ; ils furent au contraire des précurseurs sur nombre d'idées. La conclusion de l'auteur est à cet égard d'une grande clarté.

Oui, les luddites et des poètes comme Shelley ou Byron eurent une bonne longueur d'avance sur tous ceux qui pensent prévoir l'avenir des sociétés.

Les luddites sans doute échouèrent :

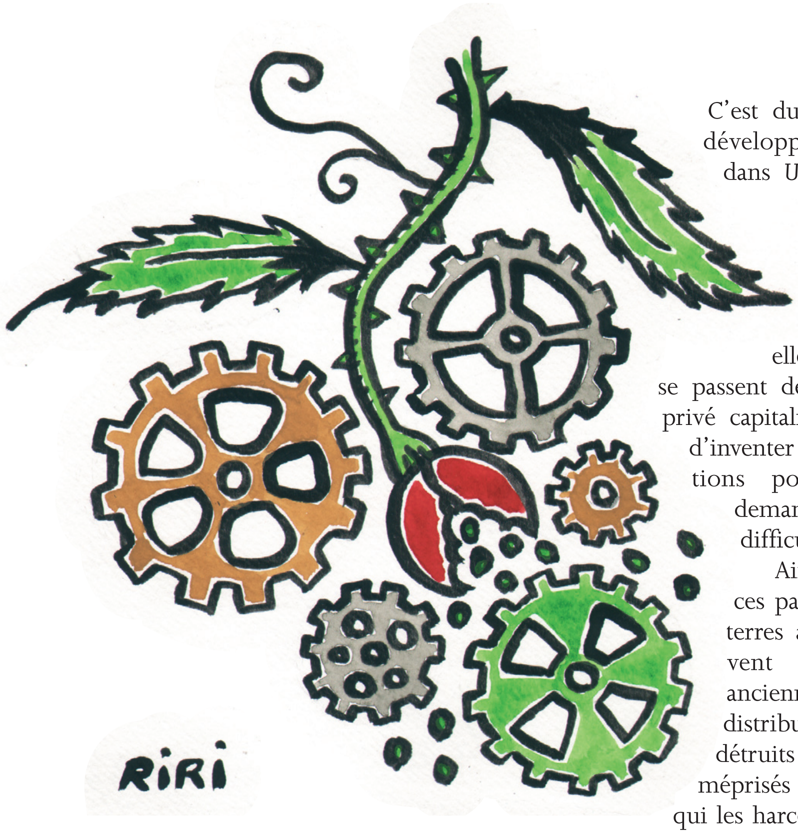
« *Peu d'observateurs pondérés auraient parié sur le succès de l'insurrection.* »

« *La suite des événements, où l'État fera d'ailleurs preuve d'une grande maîtrise dans son déchaînement réactionnaire même, nous donne à penser qu'un tel succès aurait nécessité quelque péripétie prodigieuse, quelque improbable intervention de la Providence, tant le rapport de force était visiblement défavorable aux rebelles. C'est ce constat de faiblesse et d'atomisation qui les contiendra dans l'expectative ou la prudence, après qu'ils eurent fait montre de tant d'audace, et les retiendra de déferler sur le Parlement et les palais des grands…* » (p. 180).

Si les luddites furent défaits, leur combat contribua à créer ce que l'on nommera plus tard la « conscience de classe » d'une classe ouvrière se formant en parallèle à la naissance du capitalisme avec la figure du prolétaire moderne solidaire de ses compagnons de lutte.

Conscience de classe et solidarité semblent de nos jours en perdition, grignotées, corrodées, rongées par l'atomisation ouvrière et l'évolution de ce capitalisme et de ce que l'on nomme la globalisation.

Les luddites furent ces saboteurs magnifiques qui frappèrent au cœur la pratique capitaliste et qui seront, par la suite, imités de par le monde.



C'est du moins la thèse que développe Bénédicte Manier dans *Un million de révolutions tranquilles*.

Révolutions ? Peut-être pas au sens habituel, mais actions radicales car elles partent de la base, se passent de l'État et du secteur privé capitaliste. Il s'agit dès lors d'inventer rapidement des solutions pour répondre à la demande populaire et à ses difficultés.

Ainsi, l'auteur nous cite ces paysans indiens, sur des terres asséchées, qui retrouvent des techniques anciennes d'irrigation et de distribution de l'eau – savoirs détruits par le colonialisme et méprisés par le pouvoir actuel qui les harcèlent ; paysans qui ont réussi à faire reverdir leur contrée.

Ainsi l'organisation de femmes pauvres, en Inde toujours, qui se lancent sans argent ou presque dans la fabrication de galettes de lentilles et qui réussissent leur autonomie financière.

Ainsi ces autres femmes, souvent analphabètes, venues de plusieurs pays pour un stage dans le collège aux pieds nus de Tilonia, en Inde encore, et qui repartent avec un statut d'ingénieures capables alors de promouvoir l'énergie solaire dans leur propre village.

Ainsi ces multiples coopératives, de toutes sortes et en tous lieux, créées à partir d'entreprises jugées non rentables mais qui restent viables quand elles sont gérées « en sortant d'une logique du profit à court terme ». Il s'agit alors de répartir la richesse autrement et de construire une économie tournée vers les besoins de la population (nous savons, bien sûr, que les coopératives ne datent pas d'aujourd'hui et que certaines ont eu le temps de s'écarter des principes fondateurs).

Ainsi, en nombre infini, seraient les activités de culture maraîchère et de jardinage, la plupart du temps autogérées par des femmes ; femmes détentrices traditionnellement des savoirs agricoles, mais écartées de la propriété légales de ces terres.

Ainsi les circuits courts, présents dans nos propres villages français, initiés par les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (amap).

Ainsi les nouveaux jardiniers urbains, comme à Detroit aux États-Unis, ville en grande partie abandonnée par l'industrie automobile, où ont été aménagés friches, terrasses, toits et plates-bandes, pour la culture des légumes jusqu'à l'autosuffisance.

Ainsi ces citoyens qui se réapproprient le droit de battre monnaie.

Ainsi ces autres qui, pour habiter ensemble, autoconstruisent des écovillages ou, par exemple dans le département de l'Isère, l'écohameau de La Chabeaudière, où vivent d'ailleurs certains de nos amis.

Ainsi les cliniques gratuites nord-américaines, les maisons médicales autogérées de Belgique et les médecins aux « pieds nus » ailleurs.

Les luddites furent vaincus, entre autres raisons parce qu'un fossé se creusa entre eux et le camp réformateur et démocratique qui réprouvait le bris des machines et les diverses violences qui accompagnaient les actions. Également, et surtout, parce que les forces répressives furent plus que démesurées ; donnée importante sur laquelle il faudrait quand même s'attarder longuement. Ajoutons, pour finir, que la donne sociale se modifia avec la chute de Napoléon et la fin des guerres extérieures.

Ainsi, les luddites anticipèrent, en acte, le projet ouvrier de grève générale et d'expropriation, autrement dit le grand chambardement.

De tous les grands chambardements sociaux de l'Histoire, aucun ne perdura, vaincu par la répression, détourné de l'authenticité de ses débuts ou corrompus par le goût immodéré du pouvoir des uns et par la perversion d'un capitalisme aux multiples visages qui a maintenant mondialisé sa domination et qui se décline en de multiples catastrophes comme la perte de la souveraineté alimentaire et la famine, la destruction des écosystèmes, la dilapidation de la biodiversité, etc.

Pratiques de démondialisation

Et, pour la première fois dans notre histoire – s'il respecte la directive européenne de 1994 –, le paysan ne peut plus replanter le grain qu'il a récolté. Directive ignoble, non suivie par une association comme Kokopelli et par quelques autres qui ont pris le contre-pied de cette illégitime loi en y désobéissant.

Aussi, une « démondialisation » – qui se répandrait silencieusement – s'est mise en branle avec la résistance des exploités et des dominés ; une « démondialisation » qui ouvre des « brèches », comme l'écrit John Holloway dans son *Crack capitalism*.

Un mouvement qui se défie des décideurs

Bénédicte Manier cite dans une note le concept des trois « s » de Gandhi : swaraj, l'autogouvernance citoyenne des villages, swadeshi, l'autosuffisance économique locale, et sarvodoya, le bien-être collectif. Remarque judicieuse dans cet ouvrage que de mettre l'accent sur la préoccupation d'un Gandhi qui ne fut pas uniquement un activiste de la non-violence.

Dans ce monde, viennent de surgir une volonté d'initiatives nouvelles et une capacité d'innovation sociale portées par une société civile qui découvre sa force – le tout largement ignoré du grand public –, une force cependant en butte aux tracasseries administratives auxquelles il faudra bien encore désobéir.

La caractéristique de ce mouvement planétaire va de pair avec une organisation qui ne fait plus confiance ni aux partis, ni aux syndicats, ni à l'État, ni au secteur privé, mais qui s'organise horizontalement et sans hiérarchie, court-circuitant le monde politique à l'aide des nouvelles techniques de communication.

On assiste donc aujourd'hui à l'émergence d'une société post-mondialisée : ce qu'Edgar Morin décrit comme des « *forces de résistance, de régénération, d'invention, de création* » qui se multiplient mais qui sont « *dispersées, sans liaison, sans organisation, sans centre, sans tête* ». Nous n'allons pas trop nous plaindre de ce dernier manque.

Mais, me direz-vous, oui, vous les révolutionnaires impatients, vous qui voulez transformer le monde en un clin d'œil : « *Toutes ces actions ne sont que remède sur jambe de bois.* »

Certes, nous pouvons le penser, mais nous serions bien aveugles si nous ne constations pas que l'impasse économique que nous vivons a contribué à répandre l'idée qu'un autre système économique était possible et nécessaire et que, devant cette prise de conscience, de nouvelles aspirations se font jour et se transforment en actes.

Il s'agirait tout simplement de changer la vie. Et pour donner encore la parole à un poète, écoutons Paul Éluard qui dit : « *Un autre monde existe, il est dans celui-ci.* » **A. B.**

Sources :

Bénédicte Manier, *Un million de révolutions tranquilles*, Les liens qui libèrent, 2012, 326 p.

Julius Van Daal, *La Colère de Ludd*, L'insomniaque, 2012, 288 p.

John Holloway, *Crack capitalism*, 33 thèses contre le capital, Libertalia éd., 2012, 462 p.

Léo Campion

On vient de rééditer *Le Drapeau noir, l'équerre et le compas* de Léo Campion. C'est une bonne nouvelle ! Les éditions KA ont encore frappé, autant dire un membre éminent du groupe John Cage de la Fédération anarchiste.

Si vous aller un 1er mai, vers 10 heures, au mur des Fédérés au Père-Lachaise, vous apercevrez de drôles de zèbres, hommes et femmes, avec des cordons bleus ou rouges en sautoir et qui, après plusieurs discours sur l'indépendance du monde à venir, chanteront *Le Temps des cerises* de leur frère Jean-Baptiste Clément, puis *L'Internationale* de leur frère Eugène Pottier. Vous pourrez aussi y voir des bannières noires brodées de devises hermétiques ou humanistes. En particulier un grand drapeau noir frappé d'une équerre et d'un compas argentés, ou bien un autre avec le logo taoïste du yin et du yang entouré de ces quelques mots : *Respectable atelier ni maîtres ni dieux*. Ces mêmes bannières qui défilèrent dans Paris le 21 avril 1871 et qui, plantées sur les fortifications, furent trouées par les balles versaillaises de monsieur Thiers, ce qui décida les 6000 frères maçons à se rallier à la Commune de Paris et à rejoindre leurs frangins Jules Vallès, Élysée Reclus et Louise Michel, entre autres, et qui en faisaient déjà partie.

« *Si les maçons anarchistes sont une infime minorité, la vocation libertaire de la maçonnerie est indéniable, elle est la seule association à laquelle puisse adhérer celui qui n'adhère à rien.* » Voilà ce que raconte Léo Campion dans son livre. Il tente de créer un parallèle entre la franc-maçonnerie et l'anarchie, voire même de les concilier : ce sont deux philosophies sans dogme, progressistes et progressives qui ont l'homme comme dénominateur commun.

Léo Campion était un militant libertaire, objecteur de conscience, ami d'Ascaso et de Durruti, de Louis Lecoin et de Georges Brassens. Chansonnier émérite, il fut directeur artistique des cabarets Les Trois Maillets, le Caveau de la République et de la cave Le Tabou. Il y fit se produire le groupe des trois Léo – Léo Noël, Léo Ferré, Léo Campion –, Francis Lemarque, Cora Vaucaire, Catherine Sauvage, Lester Young, Sarah Vaughan, Boris Vian, Jean Poiret, Michel Serrault, Pierre Dac, j'arrête, la liste est interminable… Il soutint très souvent *Le Monde libertaire*, en venant raconter ses facéties de chansonnier montmartrois aux galas que la FA organisait en ce temps-là. Pour protester contre une injustice, il se présenta en loge tout nu, mais vêtu de ses décors maçonniques, sous prétexte que rien ne l'interdisait dans le rituel ! Peut-être ne pourrait-il plus le faire actuellement : le Grand-Orient de France (fédération de loges libres et souveraines) est maintenant mixte depuis déjà deux ans.

Donc Léo Campion, anarchiste et franc-maçon, est-il, comme les poissons volants, une exception ? Je ne le pense pas, puisque Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Michel, Vallès, Élysée et Élie Reclus, Ferrer, Malatesta, Faure, Voline, Laisant, étaient dans la même situation… Il n'empêche qu'à la fin de sa vie Bakounine tint des propos très durs sur la maçonnerie (rapportés par Max Nettlau). Il critiquait un ordre qui était devenu pour lui un repaire de bourgeois qui s'étaient émancipés et qui se gardaient bien d'y faire entrer le prolétariat. Le débat reste ouvert… Lisez le livre de Campion, un humoriste qui avait un grand cœur et un grand sens critique. Pour des libertaires non dogmatiques, explique-t-il, tenter de se plonger dans l'aventure maçonnique est un beau voyage. Elle leur permettra de côtoyer des personnes qu'ils ne rencontreraient pas dans leur vie de tous les jours, et cela agrandira leur champ de vision et éclairera leur conscience. Cela diminuerait l'ego de certains militants de valeur, mais qui pourtant se croient positivement indispensables.

Campion parlait un jour avec son ami, notre camarade Maurice Joyeux, qui se défiait du rituel et qui ne voulait pas porter « *de petit tablier* » ! Léo lui répliqua gentiment : « *Mais du rituel, tu en fais toute la journée, il y a cinq minutes tu viens de me serrer la main !* » Un abruti dit un jour de Léo Campion : « *C'est un homme épatant, dommage qu'il soit anarchiste !* » Léo, mis au courant, répondit du tac au tac : « *Je n'ai jamais dit d'un homme épatant, dommage qu'il ne soit pas anarchiste !* » Les chemins pour accéder à la sagesse sont multiples, n'oublions pas que dans le temps les anars se disaient frères entre eux et qu'ils luttent toujours pour construire la fraternité universelle. Si nous voulons provoquer la révolution sociale, il nous faudra convaincre bien des personnes !

Le livre fourmille d'anecdotes savoureuses sur des compagnons anars célèbres que Léo a bien connus, comme Hem Day, qui le fit entrer dans le mouvement. Si vous voulez approfondir le sujet, vous pouvez poursuivre en lisant un autre bon bouquin : *Anarchistes, francs-maçons et autres combattants de la liberté* d'Édouard Boeglin. Il vous faudra le commander bien sûr à la Librairie Publico, où, en 1972, notre camarade Maurice Laisant me remit les principes de base de la Fédération anarchiste.

Patricio Salcedo
Groupe Anartiste de la Fédération anarchiste

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 11 avril

10 h 00 > 12 h 00. Chronique hebdo : Projet de liaison téléphonique avec des militants de la Zone à défendre d'Avignon. En prévision de la manifestation-occupation du 27 avril. Contre le projet de rocade nommé LEO, liaison Est Ouest.

16 h 30 > 18 h 00. Radio LAP, l'émission du Lycée Autogéré de Paris Radio Lap diffusera la rencontre avec Lucio Urtubia, fondateur de l'espace Louise Michel, maçon anarchiste et ancien faussaire.

Lundi 15 avril

11 h 00 > 13 h 00. Lundi matin, infos et revue de presse.

14 h 30 > 16 h 00 Ondes de choc. Ravel et l'œuvre de Jean Échenoz, avec Anne-Marie Lazarini, metteur en scène au théâtre des Athévains.

16 h 00 > 18 h 00. Trous Noirs : Terre et radioactivité : Fukushima une catastrophe nucléaire durable. Avec des intervenants qui dénoncent la mainmise du lobby nucléaire international sur Fukushima.

Mardi 16 avril

Pas de quartiers 18 h 00 > 19 h 30, l'émission quinzomadaire du groupe Louise-Michel, reçoit Christophe Darmangeat pour évoquer sa *Conversation sur la naissance des inégalités* (chez Agone), à contre-courant des idées toutes faites en anthropologie sur la loi de la jungle et sur le mythe du bon sauvage .

Mercredi 17 avril

10 h 30 > 12 h 00. Blues en liberté. Les Folk blues festivals des années 1970 (II)

18 h 30 > 20 h 30. Femmes libres. *Le septième Kafana*, adaptation et mise en scène de Nathalie Pivain – au Théâtre de l'Opprimé du 24 avril au 5 mai.

20 h 30 > 22 h 30.Ras les murs. Actualité des luttes des prisonniers et pour l'abolition de la prison.

89.4 MHZ en région parisienne · rl.federation-anarchiste.org

Prisonniers politiques

En 2004, réunies à l'occasion de la première conférence internationale sur les prisonniers politiques à Donostia (San Sebastián, España), plusieurs organisations ont adopté une déclaration faisant du 17 avril la journée internationale des prisonniers politiques.

Aujourd'hui encore, des dizaines de milliers de militants et militantes politiques sont incarcérés dans les geôles britanniques, irlandaises, marocaines, françaises, espagnoles, étasuniennes, israéliennes, mexicaines, sri-lankaises, turques et autres.

Ils sont confrontés quotidiennement aux brimades, aux traitements dégradants, à la torture et aux procès d'exception qui s'ajoutent aux conditions inacceptables de tout enfermement.

À Paris, depuis 2008, différentes organisations participent à la mise en place de cette solidarité en exigeant la reconnaissance du statut de prisonnier politique partout dans le monde mais surtout la libération des incarcérés.

Cette année nous avons décidé de consacrer une semaine entière à la question des prisonniers politiques. Celle-ci se déroulera du 14 au 20 avril. La solidarité est une arme, utilisons-la !

Avec le soutien du secrétariat aux relations internationales FA

Les anars en Tunisie

Les révolutions arabes ont donné un nouveau souffle aux luttes internationales. Elles ont ouvert de nouveaux champs d'espoir.

En Tunisie, les anarchistes continuent leur œuvre de résistance et de construction d'un mouvement libertaire au sein du mouvement révolutionnaire. Ils se structurent au sein du mouvement Désobéissance.

Après avoir participé aux diverses luttes sociales qui ont agité le pays, après avoir chassé Ben Ali en janvier 2011, après avoir organisé une rencontre des peuples en lutte, à Tunis, en novembre 2011, ils ont repris le travail quotidien pour l'émancipation et l'égalité sociale. Ils sont en lien avec les organisations syndicales, les organisations de chômeurs, de femmes, etc.

À travers ces textes et entretiens, on retrouve la volonté de conserver l'unité des révolutionnaires et de poursuivre ce qui a été entamé dans la lutte contre le système Ben Ali : la liberté, la justice, l'égalité économique et sociale.

Le Mouvement anarchiste et syndical en Tunisie, collectif, Éditions du Monde libertaire, 8 euros.

30 avril et 1er mai

Paris XVIIe

Le 1er Mai, jour Ferré sous le parrainage de Maria Cristina Diaz-Ferré et l'aide fraternelle de Radio libertaire et de la Fédération anarchiste. À l'Européen, 3, rue Biot. Tarifs pour un soir : 22 euros (tarif plein), 17 euros (groupes de 10 et +, seniors de 65 et +), 12 euros (chômeurs, étudiants, carte de Radio libertaire), 2 euros (RSA). Tarifs pour les deux soirs : 38 euros (au lieu de 44), 30 euros (au lieu de 34), 20 euros (au lieu de 24), 4 euros.

Jusqu'au 21 avril

Saint-Pierre-d'Oléron (17)

Tous les jours, exposition *Espagne 36, les affiches des combattants de la liberté*. Affiches, cartes postales, timbres édités par les organisations antifranquistes de juillet 1936 à février 1939. Tous les soirs à 20 h 30, projection de *Land and Freedom* de Ken Loach. Cinéma l'Eldorado, 5, rue de la République.

Jeudi 11 avril

Limoges (86)

20 h 30. Le système prostitutionnel, facette complexe du patriarcat. Rencontre-débat avec Élisabeth Claude et Hélène Hernandez, auteures de *Anarchisme, féminisme, contre le système prostitutionnel*. Salle Blanqui 3 (derrière la mairie), entrée libre.

Vendredi 12 avril

Rennes (35)

9 heures. Intervention de Philippe Corcuff : « De quelques présupposés et points aveugles des idéaux démocratiques » dans le cadre du colloque Quelle(s) critique(s) pour la démocratie ? Université de Rennes 1, campus Beaulieu (avenue du Général-Leclerc), département de philosophie, bâtiment 32 B, amphi 12. Arrêt bus 4 ou 40 Beaulieu-Restau U.

Paris XIe

19 h 30. Les soirées vidéo de la librairie du Monde libertaire : *Punishment Park* de Peter Watkins. 145, rue Amelot. Entrée libre.

Paris XIIe

20 heures. François Graner donne une conférence sur l'armée française intitulée : « Pour pouvoir se faire sa propre opinion sur son rôle dans le génocide des Tutsis du Rwanda ». Au 8, impasse Crozatier. www.demosphere.eu/node/35996.

Samedi 13 avril

Bayeux (14)

14 heures. Dans le cadre du festival de Théâtre de Bayeux, *Des nuits en bleus* de Jean-Pierre Levaray, à l'espace Saint-Jean.

Nantes, N-D-D-L (44)

10 heures. Sème ta ZAD ! Appel à occupations agricoles en relation avec la journée mondiale des luttes paysannes. Manif et plantations en tous genres (mais en autogestion !) contre l'aéroport et pour la récupération des terres. 250 ha sont libres. RDV, fourche en main, pour plusieurs cortèges depuis les bourgs alentours. 3, rue Corneille à Nantes. Infos : http://zad.nadir.org/spip.php?article1184

Jusqu'au 20 avril

Albert Camus en Gironde

À l'occasion de la sortie du film *Le Premier Homme* de Gianni Amelio sur Albert Camus. L'association des cinémas de proximité de Gironde (ACPG) organise des projections débats autour du thème « Albert Camus et les libertaires ». Débats avec Lou Marin : Blanquefort, Les colonnes, vendredi 12 avril à 18 heures ; Gujan-Mestras, Gérard-Philipe ; vendredi 12 avril à 21 heures, ; Créon, Max-Linder, samedi 13 avril à 18 heures ; Cadillac, Le Lux, samedi 13 avril à 21 heures ; Monségur, Eden, dimanche 14 avril à 15 heures ; Langon, Le Rio, dimanche 14 avril à 17 h 30.

Paris XIe

16 h 30. Rencontre-débat avec Éric Fournier pour son livre : *La Commune n'est pas morte. Les usages politiques du passé, de 1871 à nos jours* (Éditions Libertalia). À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Paris XVIIIe

15 heures. Don de livres. Un grand tri a été effectué à la Bibliothèque La Rue. Les personnes intéressées peuvent venir récupérer des livres et des revues pendant la permanence de ce samedi (de 15 heures à 18 heures). Le but n'est pas de nous débarrasser d'un surplus d'ouvrages par manque de place mais avant tout de remettre en circulation ces livres et d'encourager la diffusion des idées anarchistes. À la Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M° Blanche ou Abbesses.

bibliotheque-larue.over-blog.com

Dimanche 14 avril

Paris XXe

11 h 30. Mémoires de l'exil. Projections, paella, concert à prix libre avec Serge Utgé Royo. 33, rue des Vignoles.

Mardi 16 avril

Metz (57)

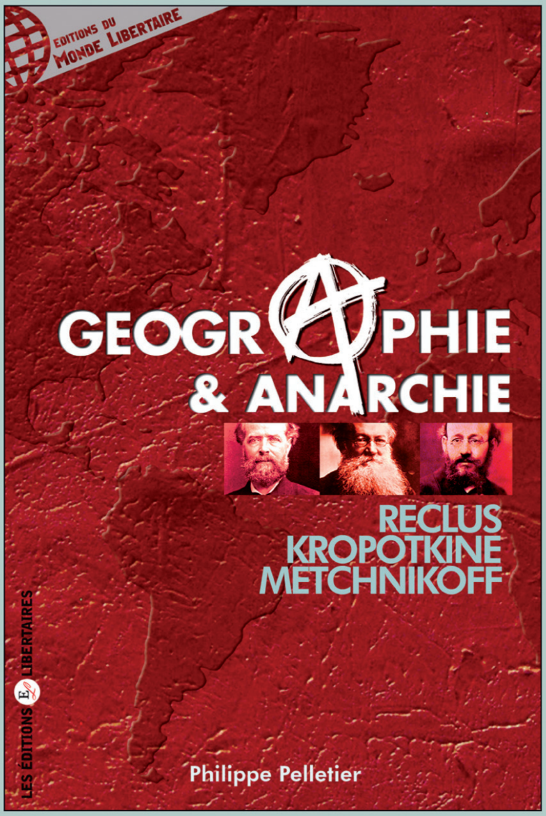
20 h 30. Projection du film *Ici et maintenant* suivi d'un débat : « Défaites vos idées toutes faites sur l'anarchisme ». Caveau du café Jehanne-d'Arc place Jeanne-d'Arc. Entrée libre.

Jeudi 18 avril

Merlieux (02)

18 h 30. Rencontre débat avec Thierry Secrétan pour son livre *Le Temps de nous aimer, 1914-1918* (La Martinière). Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles.

Vient de paraître



Pourquoi trouve-t-on plusieurs géographes parmi les théoriciens du mouvement anarchiste constitué au cours des années 1880, suite à la Première Internationale ?
Godwin, Proudhon ou Bakounine offrent déjà des réflexions sociologiques et politiques mais aussi spatiales à travers la question du fédéralisme libertaire, des nationalités ou de la démographie.
La géographie d'Élisée Reclus est déjà bien étudiée par plusieurs spécialistes, mais il fallait approfondir ses rapports avec l'anarchie. Philippe Pelletier se propose de le faire, en l'élargissant à la pensée de ses amis anarchistes et géographes qu'étaient Pierre Kropotkine et Léon Metchnikoff.
Contrairement à la théorie marxiste qui préfère l'histoire ou l'économie, une logique commune relie la géographie et l'anarchie.
Il ne s'agit pas de soumettre l'une à l'autre, et réciproquement, mais de réfléchir librement sur ce qui les anime et les rapproche : une vision du monde et des peuples, la compréhension de l'Ailleurs, la reconnaissance des besoins humains et des ressources, l'aménagement du territoire, la commune et le fédéralisme, la poésie et le paysage, le rapport à la nature, et la confrontation avec l'écologie.
Abordant de façon critique le marxisme et l'écologisme, sans céder au prêt à penser scientifique ou politique, ce livre donne des outils de réflexion et d'expériences historiques pour libérer les espaces de toute domination.

Une co-édition des Éditions du Monde libertaire et des Éditions libertaires

640 pages, 24 €

En vente à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris